lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 190 — SEMAINE DU 18 AU 24 AVRIL 1972 — PRIX : 2 F

contre le pouvoir personnel contre l'Europe du capital

BOYCOTT !

revue de la presse d'extrême-gauche

La situation au Vietnam

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Après avoir analysé la signification de l'offensive Vietcong en ce qui concerne la situation au Vietnam même, Rouge **revient sur les conséquences de cette offensive sur la politique U.S.**

LA PLACE DE L'OFFENSIVE DE PRINTEMPS DANS LA STRATEGIE GLOBALE DES FORCES REVOLUTIONNAIRES

Elle semble claire. Le jeu de Nixon est d' « effacer » la guerre d'Indochine, en n'insistant plus que sur ses « séquelles » (campagne sur les prisonniers, etc.). La guerre est finie puisque les troupes terrestres rentrent, puisque les pertes américaines sont très diminuées, voire quasi-nulles puisque la vietnamisation est un « succès », puisque les dirigeants des Etats ouvriers, même ceux qui le dénonçaient le plus violemment, reçoivent Nixon, négocient avec lui et précisément ne parlent plus de la guerre, ou si peu. La guerre est finie « de facto » et il n'est même plus besoin de maintenir la fiction de la Conférence de Paris, dont la tenue et les séances régulières laissaient penser que l'impérialisme américain avait quelque chose à négocier.

Bien sûr, le Front Révolutionnaire Indochinois s'attache à démontrer le contraire et c'est pourquoi, disons-le au passage, nous devons protester sans trêve avec nos camarades indochinois contre la suspension de la conférence. Le champ de bataille et la lutte diplomatique sont un seul et même front. Comme l'offensive du Têt de février 68 a sonné le glas d'une certaine stratégie US en Indochine, l'offensive d'avril 72 pourrait bien remettre en question la politique de vietnamisation, ou tout au moins certains de ses aspects.

Il va être difficile à Nixon de continuer à nier la guerre. Il va lui être encore plus difficile de choisir de retirer encore 30.000 hommes d'ici l'été.

Mais de plus, les nouvelles opérations sont une preuve éclatante de la résolution indomptable des révolutionnaires indochinois de n'accepter aucun « gelage » de la situation, aucun « Genève » où seraient bradées leur indépendance et leur liberté d'action.

A cet égard, la date de l'offensive est instructive. Nous ne pensons pas qu'elle est seulement choisie pour des considérations météorologiques qui font que l'aviation US est clouée au sol. Elle se situe **à égale distance** des deux voyages de Nixon : celui de Pékin et celui de Moscou. Une fois de plus, nos camarades vietnamiens auront tenu la balance égale dans leurs relations avec les deux grands Etats ouvriers, y compris pour leur rappeler que l'impérialisme US agresse toujours l'Indochine.

l'internationale

Le journal de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire discerne dans la situation qui se développe au Vietnam un danger de voir le conflit s'élargir et même s'étendre à l'échelle mondiale.

Si les Américains continuent les retraits de troupes, même en accentuant la pression aérienne, c'est vers une perte totale du terrain qu'ils s'acheminent. Des dizaines de bases risquent de tomber à un rythme accéléré. Seules les grandes villes échapperaient à l'emprise évidente du FNL. S'ils reviennent sur le « désengagement », c'est toute la politique de Nixon qui s'écroule à quelques mois des élections, c'est la réactivation du mouvement anti-guerre aux USA, c'est la décomposition interne accélérée des troupes américaines. On comprend pourquoi les stratèges du Pentagone envisagent « toutes les options » pour riposter à l'offensive. Lorsque l'on sait que l'emploi d'armes atomiques tactiques sur le Nord-Vietnam fait partie de ces fameuses options, on mesure l'acuité de la situation. C'est un véritable tournant de la situation mondiale qui est en train de s'opérer. L'initiative du FNL bat en brêche la politique de « coexistence pacifique » de Moscou et Pékin. Après le voyage de Nixon à Pékin, la préparation de sa visite à Moscou, les Vietnamiens démontrent qu'il n'y aura pas d'accord possible sur leur dos. Les craintes, à peine voilées qu'ils avaient exprimées pendant le voyage de Nixon en Chine, se trouvent aujourd'hui considérablement appuyées par leur nouvelle initative sur le terrain. Il n'y aura pas de nouveaux accords de Genève. La victoire militaire et politique que les Vietnamiens obtiendront nécessitera une mobilisation considérable des forces anti-impérialistes à l'échelle mondiale. Le rapport des forces en Indochine évolue constamment en faveur des organisations populaires et il serait illusoire de croire que l'impérialisme acceptera la perspective d'un nouveau Dien-Bien-Phu. Les dangers de guerre mondiale ne sont nullement écartés et la guerre populaire indochinoise peut acculer l'impérialisme à utiliser les moyens les plus barbares pour tenter d'éviter une déroute totale. La responsabilité de l'URSS et de la Chine risque, dans les semaines qui viennent, d'être engagée à une grande échelle. Les forces révolutionnaires à l'échelle internationale doivent décupler leur pression pour imposer le front unique mondial de tous ceux qui soutiennent les combattants indochinois.

Courrier des lecteurs

Jeux interdits (par la police)

Chers camarades,

Le samedi 18 mars, alors que je me promenais dans les rues du quartier Latin accompagné d'un ami de mon âge (17 ans), nous fûmes étonnés de trouver les grilles du jardin du Luxembourg absolument fermées. Nous n'étions pas les seuls à être plongés dans l'étonnement, des dizaines de mères de familles accompagnées de leurs enfants en bas âge attendaient également sans comprendre à l'entrée du jardin. La bonne humeur régnait cependant. Toutes les hypothèses étaient émises à propos de cette fermeture, aucune explication n'ayant été donnée au public. Nous apprîmes finalement que le jardin était fermé parce que de jeunes « voyous » l'avaient saccagé deux jours auparavant et que des réparations y étaient effectuées. Or, il n'y avait personne derrière les grilles, pas un gardien, personne pour ces prétendues réparations dans un jardin qui avait gardé le même aspect que nous lui avons toujours connu.

Au bout d'un certain temps, alors que nous nous apprêtions à partir, un groupe de quelques centaines de jeunes dont certains tenaient de tout petits gosses sur leurs épaules et auxquels se mêlaient de nombreuses mères de famille, s'approchèrent des grilles, chantant en chœur « On veut s'oxygéner ».

Aussitôt, nous trouvâmes en face de nous une armée de policiers enragés qui s'approchèrent des cars stationnés en permanence dans le quartier. Chacun d'entre eux revêtit son uniforme de combat.

Contre qui ces armes étaient-elles destinées ? Les pistolets à eau des enfants effraient-ils tant ?

J'avouerai ma lâcheté, camarades, devant ces hommes casqués et armés de fusils et de boucliers. Je fus presque pris de panique comme la plupart de ceux qui se trouvaient sur place.

La raison pour laquelle je dus rester sur les lieux encore quelques minutes, c'est qu'un petit garçon âgé de 7 ou 8 ans me prit par la main et me dit en pleurant qu'il avait perdu sa mère.

Je décidai donc de l'aider à la retrouver lorsque nous fûmes entourés de policiers. La police avait chargé. Personne ne s'y attendait en raison du grand nombre d'enfants qui se trouvaient dans la foule. Personne ne fut épargné, femmes, enfants, vieillards ou adolescents, personnes attendant l'arrivée de leur car ou achetant des cacahuettes. Tous durent fuir. Je fus personnellement blessé à l'œil par un bouclier et une vieille femme se trouva le nez en sang sans avoir eu le temps de comprendre d'où venaient les coups.

La police parisienne semble se moquer d'une chose, c'est que la plupart des mères et des enfants qui se trouvaient aux grilles du jardin n'avaient pas le choix d'un autre lieu. Le Luxembourg est le seul refuge, pendant les week-ends ensoleillés, pour les familles d'ouvriers de la rive gauche qui n'ont pas le loisir de pouvoir partir à la campagne. Mais de cela, les autorités n'ont que faire. L'ordre avant tout. Mais de quel ordre s'agit-il ?

P.L.J. (91-Massy)

Comment on meurt pour le capital à 18 ans

Aujourd'hui, à Avignon, la vie continue : les journaux ont annoncé des averses sur nos régions.

Comme à l'ordinaire, les Avignonnais regardent les ouvriers sur leurs échafaudages...

Et pourtant...

Mardi 28 mars, Claude Lacroze, apprenti de 18 ans, s'est tué en tombant d'un échafaudage. Il taillait, burin en main, les pierres qui deviendront plus tard les « volutes stylées » de la Banque Chaix.

Claude est mort !

Mais rassurez-vous : sa vie ne valait que 30 F par semaine ! Il avait la chance d'apprendre un métier !

Pas de casque, ni ceinture, ni filet pour prévenir les chutes : la sécurité de ceux qui l'enrichissent est un souci bien secondaire pour les promoteurs de chantiers.

Entrepreneurs, banquiers, actionnaires, gardez l'âme en paix.

Claude a été « rappelé en son sein par le Seigneur » au cours de la semaine sainte.

Tous ses parents et amis l'ont appris lors de la messe d'enterrement...

M.T. (Avignon).

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75-Paris-6e

Tarifs des abonnements :

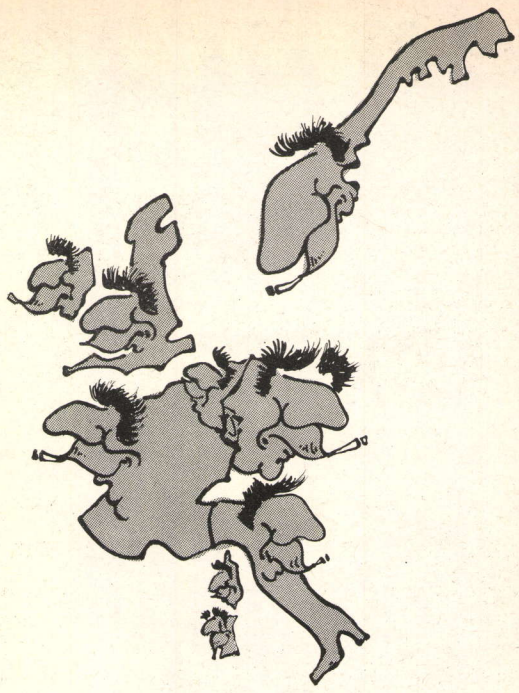
ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

Éditorial

CONTRE LE POUVOIR PERSONNEL
CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL
BOYCOTT !



A une semaine du référendum, les gaullistes et leurs alliés multiplient les appels invitant les électeurs à aller voter dimanche prochain. « Aux urnes, citoyens ! » semble être devenu le nouvel hymne officiel du régime. Paraphrasant le « Chant du Départ », une affiche proclame sur les murs de Paris : « Un Français dit oui, ou dit non, mais ne s'abstient pas ! ». Et Pompidou lui-même y a été de son couplet pour déclarer que « pousser à l'abstention est une mauvaise action », que c'est « chercher à s'annexer les voix de ceux qui ne votent jamais, ou de ceux qui ne pourront pas voter, les citoyens négligents, ceux qui sont malades, impotents, ou en voyage, ou même ceux que la mort a frappés récemment » !

C'est que l'opération plébiscitaire que tente de réaliser Pompidou ne sera effectivement un succès que si le chiffre des abstentions n'est pas trop élevé. Pour réaliser ses buts, le président de la République a évidemment besoin d'une majorité de « oui ». Mais il a encore plus besoin d'une participation électorale importante. Il lui faut pouvoir dire au lendemain de ce référendum que c'est le plus démocratiquement du monde que les électeurs auront donné leur consensus à sa politique et à sa personne.

Et c'est ainsi que la participation à cette mascarade devient dans sa bouche, non seulement un « devoir de citoyen » (air connu), mais un « droit d'homme libre », la « possibilité de décider de votre destin ».

Trois cent soixante-cinq jours par an, tous les efforts des patrons, tous les efforts de leur Etat, visent à empêcher les travailleurs de s'intéresser à la politique. La vente et la diffusion de la presse politique sont interdites par les règlements intérieurs de la plupart des entreprises, avec la bénédiction du gouvernement, de ses juges et de ses flics. Le travailleur qui veut défendre ses idées devant ses camarades de travail risque sans cesse sanctions et licenciement. Celui qui veut les exprimer dans la rue a affaire aux sbires de Marcellin. Colleurs d'affiches, diffuseurs de tracts, vendeurs de journaux révolutionnaires, se retrouvent régulièrement au poste pour une prétendue vérification d'identité. Mais qu'un président de la République éprouve le besoin de dorer son blason par un petit succès électoral, qu'il décide d'un seul coup de poser une question sur un sujet qui n'intéresse pas directement les travailleurs, de leur demander leur approbation d'un Marché commun dont la laborieuse édification est de toute manière entamée depuis plus de quinze ans, et l'on ose nous parler de « droit d'homme libre », et de « décider de notre destin » ! Pour qui Pompidou prend-il donc les travailleurs ?

« L'honnêteté », voyez-vous, ajoute Pompidou, voudrait que l'on recommande au moins aux travailleurs d'aller voter blanc, mais non pas de tourner délibérément le dos aux urnes. Et toute la presse bourgeoise de découvrir du même coup qu'il y a effectivement un problème des votes blancs, et qu'il est bien dommage que ceux-ci ne soient jamais décomptés à part, mais mêlés, dans les résultats officiels aux bulletins nuls, retirés des suffrages exprimés.

Il est seulement dommage que tous ceux qui découvrent aujourd'hui les vertus du vote blanc, qui réclament pour la circonstance qu'il soit compté dans les suffrages exprimés, ne l'aient jamais fait plus tôt. Jamais on n'a entendu ces gens-là tenir le même langage à propos des élections législatives, où le vote blanc pourrait pourtant dans certains cas être un moyen, pour les travailleurs, de dire « entre tous les candidats de la bourgeoisie, ceux qui se reconnaissent de droite, comme ceux qui se prétendent de gauche, nous refusons de choisir. »

Non, si aujourd'hui Pompidou reconnaît qu'on peut voter blanc, si Le Figaro et Le Monde déplorent ensemble que ce type de suffrage est méconnu et méprisé, c'est parce que se déplacer pour aller voter blanc ou nul dans un plébiscite de ce genre, c'est encore une manière d'accepter d'y participer, d'en accepter la règle du jeu, et, d'avance, le résultat.

Le référendum-plébiscite de Pompidou n'a vraiment rien à voir avec la démocratie. Et s'il en fallait une nouvelle preuve, il n'y aurait qu'à regarder la manière dont les temps de parole pour la campagne électorale à la radio et à la télévision ont été répartis entre les différents partis politiques français. La règle de base a été : une heure pour la majorité, une heure pour l'opposition. Cela pourrait sembler démocratique s'il ne s'agissait pas de la majorité telle qu'elle existe aujourd'hui au Parlement, ce qui fait que le Parti Radical de Servan-Schreiber qui (malgré toute une nuit de réflexion !) vote « oui », que le Centre Démocrate de Lecanuet et le Centre National des Indépendants de Pinay, qui votent également « oui », sont généreusement comptés parmi les partis de l'opposition. De plus, la répartition du temps de parole entre les différents partis dits « de l'opposition » s'est faite non en fonction du nombre de suffrages recueillis aux élections, mais en fonction du nombre de sièges à la Chambre des Députés et au Sénat. C'est ainsi que le Parti Communiste Français, qui représente plus du cinquième du corps électoral, aura droit en tout et pour tout à dix minutes de temps de parole sur un total de deux heures. Avec les dix-sept minutes attribuées au Parti Socialiste, cela fait moins d'une demi-heure pour les opposants au « oui », contre plus d'une heure et demie pour les partisans de Pompidou, sans compter les interventions personnelles de celui-ci, hors programme, et les reportages sur le voyage en Lorraine. La voilà bien la démocratie telle que le président de la République la conçoit.

On ne saurait se moquer plus ouvertement des travailleurs. Aussi les travailleurs n'ont-ils qu'une réponse possible : montrer qu'ils se moquent éperdument de Pompidou, et de ses petites combines référendaires, et tourner délibérément le dos aux urnes que nous tend le Pouvoir.

Mieux vaut en fin de compte risquer d'être confondu avec le fameux parti des pêcheurs à la ligne, que de se déplacer pour donner le moindre assentiment à la valeur du plébiscite.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 13
— La rénovation de Montparnasse.
— La hausse des prix et le nouvel indice de la CGT.
Page 14
— Mort d'une enfant sur la voie ferrée.

● Dans les entreprises

Page 6
— Roussel-Uclaf : la mort d'un patron.
— Crédit Lyonnais : une petite grève qui dure.
— Lang : la CGT freine tout mouvement.
Page 12
— Echos des entreprises.
Page 14
— C.E.M. (Le Bourget) : licenciement d'un militant CGT.
— Hôpital Broussais : pas de vacances pour les travailleurs antillais.
Page 15
— Norton (La Courneuve) : la CGC et les libertés syndicales.
— PTT (Tri Montparnasse) : exclusion d'un militant CGT.

● Le référendum et le « Non » du P.C.F.

Page 5
— Les cocoricos du PCF.
— Les raisons d'un « Non » à Lyon.

DANS LE MONDE

VIETNAM
Page 7
— Le FNL a l'initiative.
ARGENTINE
Page 7
— Sallustro : mort pour sa classe.
CHILI
Page 7
— La droite manifeste.
D.O.M.
Page 8
— La régionalisation mais toujours le même ordre colonialiste.
ILE MAURICE
Page 8
— Répression.
U.S.A.
Page 9
— Angela Davis et le PCA.
U.R.S.S.
Pages 10-11
— Le droit des nationalités.

DIVERS

Page 16
— Livre : *Quand nous étions ministres.*
Pages 17-18
— Feuilleton.
Page 19
— Cinéma : *La guerre d'Algérie.*

en bref... en bref... en bref...

Tous à Presles les 20, 21 et 22 mai

Il ne reste guère plus de quatre semaines avant la fête. Quatre semaines pendant lesquelles nos camarades, nos sympathisants, tous nos lecteurs auront à cœur de multiplier les efforts et les initiatives pour faire de la « Pentecôte 72 » un éclatant succès.

Déjà nous avons reçu des dizaines de propositions de stands : des jeux, des spécialités culinaires, des expositions. Déjà, nous sommes assurés de pouvoir présenter aux milliers de travailleurs et à leurs familles un programme artistique complet et varié. Il y aura une piste de danse ouverte tous les jours, un cinéma où vous pourrez voir des films comme « Le sel de la terre », « Samedi soir, dimanche matin », « Viva Zapata », « Juin 36 » et bien d'autres encore. Seront aussi présents des groupes Pop, des groupes de Folk Song, des troupes théâtrales comme la troupe du Théâtre du Soleil, des artistes comme Francesca Solleville, Claude Nougaro et Paco Ibanez.

Toutes les conditions sont donc réunies pour que « Pentecôte 72 » rencontre un succès encore plus vif que celui de l'année dernière.

POUR VOUS RENDRE A PRESLES :

CARS : Départs de la Porte de la Chapelle tous les jours du samedi 20 mai 12 heures au lundi 22 mai 18 heures. Cars toutes les vingt minutes.

TRAINS : Prendre le train à la gare du Nord et descendre à la gare de Presles-Courcelles. Trains toutes les heures environ (4,80 F aller simple au tarif ordinaire).

AUTOMOBILE : Prendre la Nationale 1 à la Porte de la Chapelle. Emprunter la troisième sortie de l'autoroute et prendre la direction de Beaumont.

La préparation du 1er mai

Pour le traditionnel défilé du 1er mai, C.G.T. et C.F.D.T. ne sont pas parvenues à un accord et la C.G.T. annonce dès maintenant son intention de défiler seule. Ce qu'il y a précisément derrière ce désaccord n'est pas encore connu du public. Ce qui est plus connu par contre, c'est la longue série de points de « friction » qui ont, dans l'actualité récente divisé sinon opposé C.G.T. et C.F.D.T., notamment à propos de l'affaire Overney et du référendum. Ce qui est encore plus connu c'est la volonté maintes fois affirmée de la C.G.T., de maintenir dans les manifestations son exclusive à l'encontre de certains groupes, de certains mots d'ordre et de certaines banderolles. Cette politique délibérée s'était traduite l'an dernier par l'organisation de deux cortèges, l'un le matin, regroupant la quasi totalité des organisations révolutionnaires et l'autre l'après-midi, rassemblant les manifestants traditionnels. Le Parti Communiste Français et la C.G.T. ont porté alors l'entière responsabilité de cette division du mouvement en deux. Cette année, dans leur volonté de ne pas frayer avec les « gauchistes », dans leur détermination à préserver leurs militants de la contagion révolutionnaire, choisiront-ils de diviser à nouveau les forces ouvrières et socialistes alors même que la situation exigerait plus que jamais un front uni de ces forces face au front uni de la bourgeoisie ? C'est plus que probable. Mais en dépit de cette politique que même l'assassinat d'un militant ouvrier par un flic patronal n'a pas ébranlée, en dépit du sectarisme irresponsable du P.C.F. et de la C.G.T., les révolutionnaires seront présents le 1er mai à Paris.

Nous demandons donc à tous nos amis et sympathisants de se tenir prêts à manifester pour un 1er mai de lutte de classe.

Défaut de croissance

Le gouvernement vient de prendre une mesure radicale en ce qui concerne les salaires des plus défavorisés : il vient d'approuver le principe d'une revalorisation du SMIC à partir du 1er mai, sans attendre le 1er juillet, date à laquelle, de toute façon, étant donnée la hausse des prix, il aurait dû être réajusté.

Quand on considère la hausse constante des prix et qu'on met en parallèle le montant de la réévaluation du SMIC, on déchante : le SMIC passera probablement de 3,94 F de l'heure à 4,05 F. 11 centimes de l'heure — et ce n'est pas encore sûr — quel geste !

Des personnes mal intentionnées auraient voulu voir dans cet avancement de la date de revalorisation du SMIC une manœuvre électorale. C'est sûrement faux, car Pompidou ne peut tout de même pas s'attendre à une reconnaissance éperdue du smicard à qui l'on promet royalement 700 F par mois.

La police a tous les droits

Dimanche 9 avril, au marché aux puces de Villeurbanne, près de Lyon, des militants maoistes, comme chaque dimanche, commentaient La cause du peuple auprès de la population, en particulier en parlant de la lutte des ouvriers des Etablissements « Paris » à Nantes et du « Joint français » à Saint-Brieuc. Pendant ce temps-là, dans l'assistance, deux individus cherchaient à les photographier.

Des explications furent demandées à ces deux flics qui se révélèrent appartenir aux Renseignements Généraux et être « chargés » de mission. Et les maoistes qui ne tenaient pas à être photographié — comme c'est leur droit — s'emparèrent de la pellicule.

Marcellin félicitant ses jeunes adeptes. (Ph. A.F.P.)

Quelques minutes plus tard, des cars de police arrivèrent, et quatre militants maoistes furent embarqués malgré l'indignation et les protestations des personnes présentes.

Le plus savoureux de cette affaire, somme toute banale, d'application pratique de la liberté de parole revue par Marcellin, c'est qu'à la suite de ces incidents, les quatre maoistes furent non seulement inculpés de délit de violence à agents et de rébellion, comme il est d'usage, puisque diffuser un journal ne constitue pas encore officiellement un délit, mais encore de délit de vol pour la pellicule, et peut-être pour l'appareil qu'on n'aurait pas retrouvé.

Ainsi alors qu'il est illégal de prendre quelqu'un en photo (les photo-stoppeurs ont une profession strictement réglementée), ces messieurs de la police non seulement se le permettent, mais ont le culot de faire accuser les autres, avec l'aide des juges.

Un record à l'image de la barbarie

En trois ans l'administration Nixon aurait fait larguer en Indochine environ trois millions de tonnes de bombes, ce qui équivaut à plus d'une tonne de bombes par minute.

Mais la combativité du F.N.L. n'en aura pas pour autant été brisée, et malgré ce poids impressionnant d'explosifs sous lequel l'impérialisme U.S. aurait voulu écraser la résistance vietnamienne, c'est elle qui aujourd'hui déclenche une offensive de grande envergure.

Tout au plus cela aura-t-il permis aux Américains de tenir quelque temps supplémentaire. Tout au plus cela aura-t-il permis aux marchands de canons de faire d'énormes profits.

Ce tonnage de bombes est un record qui fait de Nixon « l'homme qui a, du haut du ciel, provoqué des dévastations plus que quiconque dans l'histoire de l'humanité ».

On a les records que l'on mérite et celui-là est bien à l'image de la barbarie américaine.

MEETINGS DE

lutte ouvrière

" Les Révolutionnaires et le Référendum "

GRENOBLE
Mercredi 19 avril, 20 h 30 :
Salle des tickets, 14 place Saint-Bruno.

LYON
Jeudi 20 avril, 20 h 30 :
Palais du Travail - VILLEURBANNE (bus 7 - gratte-ciel).

BOURGES
Jeudi 20 avril, 20 h 30 .

DIJON
Vendredi 21 avril, 20 h 30 :
Salle des conférences (Palais des Congrès).

BORDEAUX
Vendredi 21 avril, 20 h 45 :
Salle de l'Aiglon
Place Puy-Paulin

Les cocoricos du P.C.F.

HIER SOIR, A LA PORTE DE PANTIN DEVANT 10.000 PARISIENS

Georges Marchais :

l'Humanité 14/4/72

C'est bien l'abandon de notre souveraineté nationale que prépare le plébiscite

(Pages 7 et 8, notre compte rendu du meeting de Pantin et l'article de Laurent SALINI)

LA campagne du référendum est désormais bien engagée ; à Europe n° 1, on a pu entendre, deux soirs de suite, les partisans du « NON », Georges Marchais, puis Jacques Duclos, croiser le fer avec les partisans du « OUI », Michel Debré, puis Jacques Duhamel. Et les arguments avancés par les représentants du P.C.F. ont confirmé le point sur lequel celui-ci entend axer sa campagne : celui de l' « indépendance nationale ».

Déjà, le P.C.F. avait appelé à voter « NON » pour défendre « l'avenir de notre pays » **contre** « les monopoles géants qui se disent français », **et les** « trusts cosmopolites ». **Mais face à Michel Debré, Georges Marchais a brandi encore plus nettement cette terrible accusation :** « Vous avez aliéné l'indépendance nationale » !

Et devant Debré estomaqué de découvrir en Marchais un « gaulliste post mortem », on a pu le voir dénoncer « une politique qui constitue un abandon total de la souveraineté nationale et un abandon total de vos positions passées », **et ajouter** « vous avez complètement capitulé dans la défense de nos intérêts nationaux. Par intérêt de classe, vous les sacrifiez ». **Les mânes de De Gaulle, par la bouche de Georges Marchais, accusaient Debré de brader la France !**

Le lendemain, Duclos — qui s'est présenté à la télévision comme « le vieux militant qui vous parle et qui a lutté contre bien des mauvais coups dirigés contre la France » — **brandissait les mêmes accusations contre Jacques Duhamel.** « Vous subordonnez les intérêts de la nation à vos intérêts politiques », « Vous faites un raisonnement antinational », **tels étaient les griefs du « vieux militant ».**

René Piquet, tapant sur le même clou, dénonçait dans l'Humanité **du 15 avril** « le caractère antisocial, antinational de la politique de la grande bourgeoisie ».

Le ton est donc donné. Si le P.C.F. nous appelle à voter « NON » le 23 avril, c'est pour défendre les trois couleurs contre un gouvernement « antinational », et des trusts qui n'ont aucun sens patriotique. En somme, il nous appelle à voter pour une exploitation « bien française », plutôt que pour l'exploitation « cosmopolite » des trusts « qui se disent français » ! Entre le travail à la chaîne tricolore et le travail à la chaîne européen, le P.C.F. a résolument choisi le tricolore : et vivent les patrons bien français !

On ne pouvait démontrer plus clairement que voter « OUI » ou voter « NON », c'est voter blanc bonnet ou bonnet blanc. Dans ce monde étrange où ce sont les bourgeois qui « bradent la patrie » et les soi-disant représentants des travailleurs qui la défendent, une poule ne retrouverait pas ses poussins : comment le pourrait-elle dans ce concert de « cocoricos » !

André FRYS

LYON :

ROLAND LEROY ET LES RAISONS DU NON

MERCREDI 12 avril, le Parti Communiste Français organisait, à la Bourse du Travail, un meeting-débat sur le référendum. C'est environ 1.100 personnes qui vinrent écouter Roland Leroy ; la plupart militants du P.C., qui arboraient le macaron tricolore qu'on leur avait épinglé à l'entrée en échange de leur soutien financier à la campagne pour le « Non » au référendum.

Roland Leroy rappela d'abord le contexte économique et social dans lequel se situe le référendum et la campagne menée par le P.C. autour de la diffusion de son programme. Puis il expliqua pourquoi le P.C. appelle à voter « Non » : menaces d'aggravation de la situation économique, « champ libre laissé au grand capital » *et risque que* « le niveau de vie des Français ne dépende plus d'eux-mêmes mais de la Communauté », *argument plutôt surprenant, car depuis quand les travailleurs français ont-ils la possibilité de fixer eux-mêmes leur niveau de vie ? Enfin, il expliqua pourquoi le P.C.F. avait eu raison de s'abstenir en 1969, au 2e tour des élections présidentielles, abstention qui, d'après lui, n'avait rien à voir avec l'abstention au référendum d'avril 1972, car ce référendum est un plébiscite destiné destiné à faire approuver la politique extérieure et intérieure de Pompidou. Aussi affirma-t-il que, refuser de voter le 23 avril, c'est* « déserter le combat ».

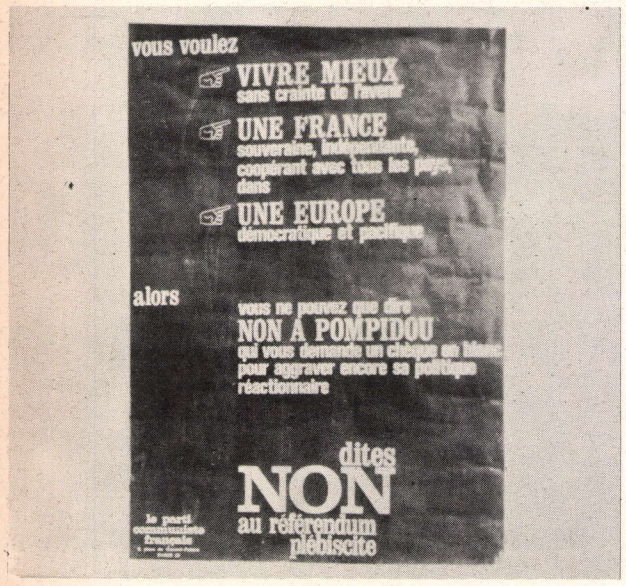
C'est ce qui amena une camarade, au cours du débat, à demander comment le référendum pouvait être une étape dans les luttes de la classe ouvrière. Roland Leroy l'invita à lire les œuvres de Lénine qui conseillait d'utiliser tous les moyens que la bourgeoisie met à la disposition de la classe ouvrière.

Répondant à une question sur les perspectives de l'unité de la gauche, il accusa le Parti Socialiste d'avoir refusé de suivre le P.C. dans son vote négatif ; et à une militante du P.C. qui demandait ce qu'il adviendrait s'il y avait une majorité de « Non », Leroy fit une réponse embarrassée, disant que ce n'était pas envisageable mais qu'une forte proportion de « Non » porterait un rude coup au gouvernement de Pompidou.

Mais la réponse la plus savoureuse fut peut-être celle faite à un travailleur de Berliet qui, après avoir expliqué les problèmes d'emploi qui se posent dans l'usine, exprima sa crainte de les voir s'aggraver si l'Angleterre entrait dans le Marché Commun, à cause de la concurrence. Jean Capievic lui répondit qu'il fallait créer les conditions pour changer de politique : pour cela, il faut participer à la bataille du référendum en ne votant pas comme M. Paul Berliet qui, ainsi que les autres patrons français, ira voter « Oui » !

Le meeting devait se terminer par un nouvel appel à voter « Non ». Mais comparé au meeting-débat où Georges Marchais avait présenté le programme du P.C.F. devant 4.000 personnes, l'ambiance n'y était pas et les militants n'avaient pas l'air enthousiasmés par le sujet.

Correspondant L.O.



Un « Non » qui se place à la fois sur le terrain du système et sur celui de la bourgeoisie. (Ph. A.F.P.)

LES FRÈRES ENNEMIS

RELEVE dans **France-Soir** du 12 avril : **« Le débat (au sujet du référendum) entre MM. Schumann et Defferre à Europe n° 1 a été très agité : il était, à certains moments, impossible de les entendre ».**

« Assez de contre-vérités. Taisez-vous », lançait le ministre des Affaires étrangères. **« Il ne suffit pas de crier »,** répondait le maire de Marseille.

Bref, les deux hommes semblaient être des adversaires irréductibles, et après avoir échangé quelques insultes, il était évident qu'ils allaient en venir aux mains.

Heureusement, **France-Soir** nous rassure quelques lignes après : **« Les deux hommes, cependant, se sont réconciliés après l'émission ».**

Tels sont les vieux renards de la politique : en public, ils s'étripent, ils sont là pour ça ; mais sitôt dans les coulisses, ils se congratulent. Comme les catcheurs ; salut, et à la prochaine !

Entrée interdite

SI vous n'êtes pas acheteur d'armes auprès du gouvernement français, si vous n'êtes pas tortionnaire en chef d'une dictature militaire, les frontières du « pays de la démocratie » vous sont fermées. C'est ce que semble avoir décidé Marcellin.

Après l'interdiction faite à Bernadette Devlin de prendre la parole à Bordeaux, c'est au tour de syndicalistes anglais d'être interdits de séjour en France. L'entrée en France a, en effet, été interdite à une délégation des syndicats anglais venue rencontrer une délégation de la C.G.T. On voit mal en quoi une telle rencontre pourrait « troubler l'ordre public », ou nuire aux relations entre les gouvernements français et anglais, même si ces syndicalistes sont opposés à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Mais le flic en chef Marcellin est à l'heure européenne, et s'il ne tenait qu'à lui, il pourchasserait d'ores et déjà « gauchistes » ou simples syndicalistes dans les rues de Londres. Déjà premier flic de France, Marcellin a ses chances pour le titre européen.

"Lutte Ouvrière"

MEETING A LA MUTUALITÉ SUR LE RÉFÉRENDUM

IL y avait vendredi dernier, à la Mutualité, beaucoup de « mauvais citoyens », selon Pompidou, ou de « déserteurs », selon Marchais. En effet, ni les explications sur les raisons qu'a Pompidou de recourir au référendum, sur les motifs qu'a eus la « gauche » de se diviser à ce propos, ni surtout l'appel à boycotter ce plébiscite n'ont soulevé d'hostilité parmi les 1.400 camarades présents à la Mutualité, bien au contraire.

L'intervention d'un camarade venu annoncer la victoire des grévistes de Girosteel en grève depuis dix semaines ne fit que renforcer les auditeurs dans l'idée que le vrai combat des travailleurs se livre dans les usines et dans la rue et non dans les urnes.

CREDIT LYONNAIS (Levallois)

UNE PETITE GRÈVE ILLIMITÉE

DEPUIS le mardi 11 avril, tous les opérateurs de l'atelier Mécanographique (quinze personnes) sont en grève pour :

— une augmentation de 150 F pour tous ;

— des garanties pour les primes d'opérateurs et de décalage horaire en cas de mutation ;

— et pour savoir quel sera leur avenir quand leur atelier sera dissout.

Partie pour vingt-quatre ou quarante-huit heures, la grève devint illimitée dès le mercredi devant l'absence de réponse de la direction (qui jusqu'à vendredi soir s'obstinait dans son mutisme).

En effet, la direction du C.L. qui cultive volontiers le paternalisme et la « concertation » a dû, là, tomber le masque. Car cette grève s'inscrit dans un contexte particulier et dépasse largement le cadre de l'atelier mécanographique.

Faisant suite à une grève victorieuse des Centres Electroniques, ses répercussions sur la marche du travail de l'entreprise sont déjà importantes.

Certains groupes ne peuvent plus travailler, d'autres (sur les ordres de la direction et à leur corps défendant) essayent de faire le travail des opérateurs à la machine à écrire ou à la main. Mais partout le retard s'accumule.

Les grévistes sont passés, vendredi, dans les services distribuer un tract exposant leurs revendications, l'attitude de la direction et appelant le personnel à la solidarité. Partout, ils ont recueilli approbation et encouragement. Un service déjà, la Comptabilité-Titres, s'est mis sur les rangs et s'est déclaré prêt à faire grève après la victoire des opérateurs.

Seule la section F.O. (animée par des militants révolutionnaires de notre tendance), dont un délégué travaille dans l'atelier, soutient la grève. C'est d'ailleurs ce syndicat qui a édité le tract des grévistes.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont réussi le tour de force, après quatre jours de grève, de ne rien publier à ce propos et de n'être même pas venues voir les grévistes.

Au moment où nous écrivons, il est difficile de prévoir quelle sera l'attitude de la direction à l'approche de la deuxième semaine de grève.

Les opérateurs gardent le moral malgré les tentatives d'intimidation, les faux bruits, les grossières manœuvres et les menaces de la direction.

Une chose est sûre, c'est qu'ils ont déjà gagné la première manche en faisant grève dans une entreprise où c'est chose exceptionnelle, en prenant en main leurs propres affaires et en s'adressant au reste du personnel.

Pour les revendications, leur détermination et la sympathie du personnel sont des gages sérieux de succès.

Correspondant L.O.

Des employés du Crédit Lyonnais manifestant le 1er mai 1971. (Ph. L.O.)

ROUSSEL-UCLAF :

La mort d'un P.D.G.

JEAN-CLAUDE Roussel, PDG de Roussel-Uclaf, s'est tué dans un accident d'hélicoptère ; les journaux se sont plus à faire l'éloge des qualités d'homme d'affaires de Roussel, et la direction de l'usine de Romainville faisait état, dans ses notes de service, de ses qualités d'homme de cœur. Certain directeur demandait même une minute de silence à ses cadres réunis pour la circonstance. Une collecte s'organisait dans l'usine, sur ordre des chefs, et le personnel était convié aux obsèques.

Une partie s'y est d'ailleurs rendue. Tous les cadres, bien sûr, mais aussi quelques ouvriers et employés. Tous n'y sont pas allés par sympathie, certains ont été guidés par la simple curiosité. Mais la direction a été servie par le respect envers les morts, que ressentent la plupart des gens.

Actuellement les cadres font planer l'inquiétude dans l'usine. Maintenant que Roussel n'est plus là, que va-t-il se passer ?

A Romainville, bien des travailleurs, loin d'admirer les qualités de caractère ou de cœur de Roussel, ne garderont de lui que l'image d'un patron qui, comme les autres, ne pensait qu'à accumuler les profits. La dernière image qui restera de Roussel, c'est celle de sa dernière conférence aux cadres où il est venu à Romainville encadré de flics, pour confirmer à tous sa volonté de continuer sa politique de rentabilisation et de licenciements.

A l'usine de la Plaine-St-Denis, ex-Sifa-Diamant, qui doit fermer ses portes dans quelque temps, à la suite de la fusion avec Uclaf, le moins qu'on puisse dire c'est que le personnel n'a pas été ému par la disparition du patron. Il y eut même des plaisanteries. Certains parlaient de collecte, mais pour « arroser cela ». Des ouvriers déclarèrent qu'il y avait tout de même une « justice sur terre », etc. Ce ne fut tout de même pas une explosion de joie, mais personne ne semblait regretter Roussel.

La direction eut le mauvais goût d'afficher qu'elle conviait le personnel à l'enterrement, si cela ne désorganisait pas le travail des différents services.

Quelle fidélité à l'esprit maison. Les morts sont les morts, mais les affaires sont les affaires.

Correspondant L.O.

Livre : quand la C.G.T. refuse la lutte

NOUS relations dernièrement (numéro 188) l'escalade de la politique de « rentabilisation » des maîtres imprimeurs dans les grosses entreprises du Livre et en particulier à Lang où la direction exerce depuis plus d'un an le chantage aux licenciements pour mieux faire passer ses « mesures d'économie ».

Face à cette politique patronale, le syndicat C.G.T. du Livre, syndicat extrêmement puissant, s'emploie à démobiliser les travailleurs en expliquant que les patrons sont au bord de la faillite, et qu'une lutte d'envergure fournirait un bon prétexte à ceux-ci pour fermer leurs entreprises à peu de frais, version à peine retouchée du fameux leitmotiv : « la grève, c'est l'arme des trusts ».

Pourtant, sous la pression du mécontentement grandissant des travailleurs qui voient leurs acquis de 1968 repris un par un par le patronat, la C.G.T. organise depuis quelques mois des débrayages de deux ou trois heures à l'échelle parisienne (de préférence lorsque cela gêne le moins la production).

Mais ces débrayages sans mots d'ordre ni objectifs précis ne font, en fait, que démoraliser les travailleurs qui ressentent d'autant plus le manque de perspectives que les patrons, eux, ont, en revanche, mis sur pied un plan d'attaque très précis.

Et cela se traduit par une participation de plus en plus faible des travailleurs aux arrêts de travail décidés par les bonzes syndicaux.

Mais les responsables, loin de s'inquiéter de la perte d'influence de la fédération C.G.T. du Livre, en concluent que c'est là la preuve du manque de combativité des travailleurs et qu'il est impossible d'organiser dans ces conditions une riposte plus dure.

Pourtant, les travailleurs, chez Lang, sont loin, quant à eux, d'accepter passivement cette situation.

A la Mécanique et aux Rotatives plus particulièrement, les travailleurs ont montré à plus d'une reprise, ces dernières semaines, qu'ils n'étaient pas prêts à laisser passer sans broncher toutes les mesures patronales et cela, malgré les « conseils modérateurs » de la plupart des responsables syndicaux.

Mardi 4 avril, apprenant que la direction avait décidé de supprimer la majoration de 25 % pour les heures comprises entre 20 h et 22 h (ce qui entraîne une réduction de 100 F à 150 F sur le salaire des rotativistes), les trois équipes des rotos hélio débrayèrent.

Non seulement elles débrayèrent, mais elles firent le tour de tous les ateliers et entraînèrent les rotos offset dans leur mouvement.

La colère était grande, car cette fois-ci, la direction ne se contentait pas de s'attaquer aux « accords maison », elle s'en prenait directement à la convention collective. (Il est, en effet, spécifié dans celle-ci que les heures comprises entre 19 h et 7 h sont considérées comme anormales et doivent être majorées, excepté pour les équipes travaillant en 2 x 8).

Pendant ce temps, les responsables C.G.T. tergiversaient à Blanqui pour déterminer si le patron était vraiment en tort. Finalement, l'avocat syndical étant en vacances, la fédération décida contre toute évidence, que « le patron était entièrement dans son droit » et qu'il était difficile d'engager la lutte sur ce terrain « bien que les usages aient force de loi ».

Ce qui provoqua une vive altercation entre certains délégués, membres du P.C., défenseurs de la politique de la fédération et les travailleurs des rotos. Ceux-ci ne mâchèrent pas leurs mots. Ils déclarèrent qu'ils en avaient assez des « grévettes bidons » et qu'il ne fallait pas compter sur eux pour attendre les élections de 1973 avant d'entamer tout mouvement.

Et, lundi 10 avril, ces mêmes camarades débrayaient à nouveau malgré l'avis de la plupart des délégués venus de tous les coins de l'usine pour les inciter à reprendre.

Cette fois, la direction voulait déclasser d'un rang tous les travailleurs d'une rotative hélio. Aussitôt, l'équipe concernée débraya, d'abord une heure lundi, puis deux heures mardi et trois heures mercredi, entraînant l'équipe d'après-midi à se joindre au mouvement.

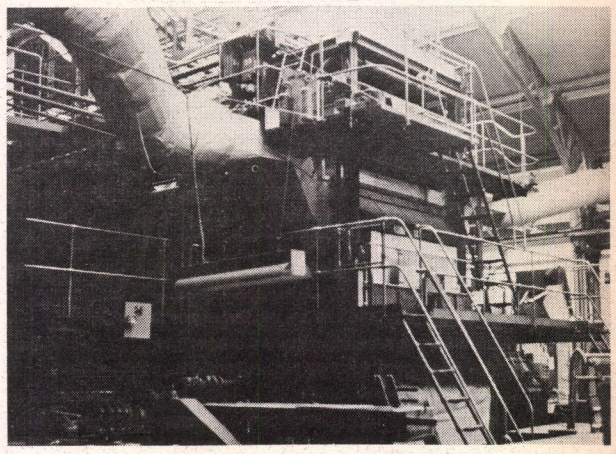
A l'heure où nous écrivons, le problème n'est toujours pas réglé. La direction comme les travailleurs restent sur leurs positions.

La C.G.T. a prévu un nouveau débrayage de trois heures, sur le plan parisien, pour le vendredi 14 avril.

Mais nombreux parmi nous sont ceux qui pensent que ce débrayage est nettement insuffisant et certains envisagent même de le prolonger et de donner un sérieux avertissement au patron dès ce vendredi.

Dans certains secteurs, les discussions vont bon train, autant sur le rôle du syndicat et des permanents que sur le moyen de créer une liaison entre tous les travailleurs du Livre, puisque la C.G.T. se refuse à le faire.

Correspondant L.O.



C'est le travail de ses ouvriers qui a permis à Lang de moderniser son matériel. (Ph. L.O.)

Vietnam

Sur tous les plans l'initiative est au F.N.L.

PLUS de deux semaines après son début, l'offensive des troupes F.N.L. et nord-vietnamiennes non seulement ne faiblit pas, mais s'étend encore et même redouble d'intensité. La ville d'An-Loc à une centaine de kilomètres de Saïgon, a été prise et les colonnes blindées envoyées au secours de sa garnison piétinent, incapables de se frayer un passage vers elle. Les camps d'artillerie et les bases qui protègent les villes de Kontum sur les hauts plateaux ou de Hué tombent les uns après les autres. Da-Nang, la puissante base américaine, et Saïgon elle-même subissent maintenant les tirs d'artillerie ennemis.

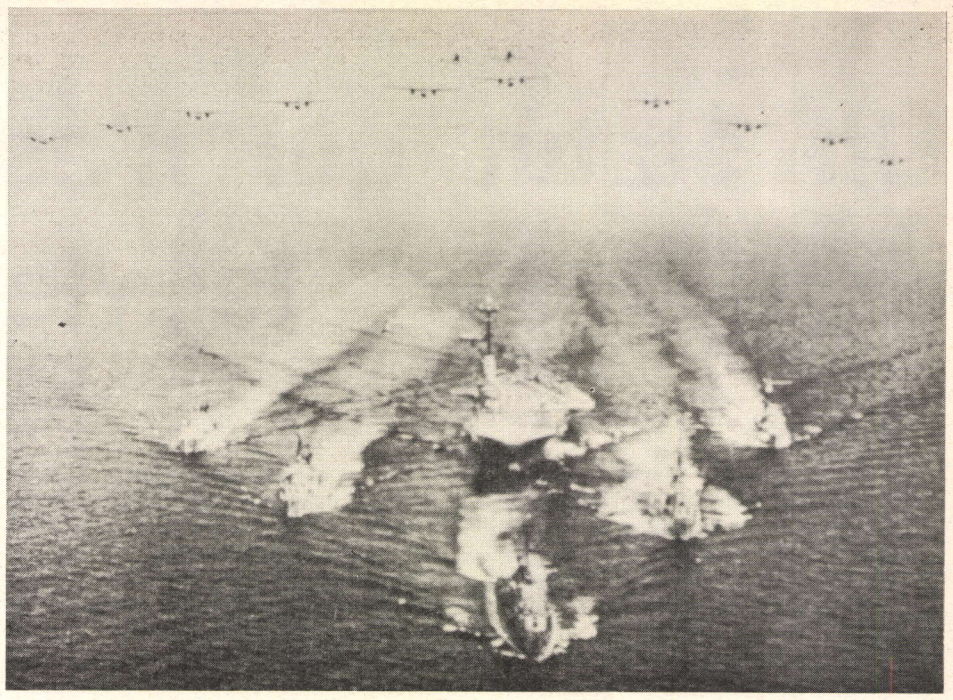
Bref, partout les troupes de Thieu reculent. Ni les conseillers militaires américains qui continuent à encadrer la plupart d'entre elles, ni l'armement moderne qui leur a été fourni sans compter par les U.S.A. et qui leur assure une puissance de feu infiniment supérieure, ni surtout l'appui massif et redoublé de l'aviation américaine ne les empêchent de devoir céder le terrain, point d'appui après point d'appui, base après base, ville après ville.

Comme nous ignorons les objectifs ultimes que le F.N.L. et Hanoï ont donnés à cette offensive aussi bien sur le plan militaire que sur le plan politique, il est toujours impossible de savoir à combien ils en sont. Il est impossible aussi de prévoir comment elle peut encore se développer dans les jours qui viennent.

Car même l'appel de Nguyen Huu Tho, président du F.N.L., à l'insurrection générale ne signifie pas forcément que le Front s'est donné pour objectif la prise en main de tout le pays, de Saïgon et du pouvoir. Le F.N.L. a certainement les moyens de traduire cet appel sur le terrain comme il veut qu'il soit entendu, et ce peut-être aussi bien simplement l'ordre de harceler partout les troupes de Saïgon — comme cela se fait actuellement — qu'une véritable consigne de s'insurger à toute la population.

D'ailleurs ne l'a-t-il pas tempéré par la proposition à l'intention des Américains d'arrêter l'offensive à condition que ceux-ci arrêtent les bombardements sur le Nord, reprennent les négociations de Paris qu'ils ont rompues et se débarrassent à Saïgon du gouvernement Thieu ?

En fait la seule chose apparente aujourd'hui, c'est que sur tous les plans c'est le F.N.L. qui a l'initiative. Et l'incertitude qui plane sur ses objectifs immédiats militaires et politiques, et l'impression qui l'accompagne qu'au fond il pourrait aller aussi loin qu'il le veut, ne font que traduire cet état de fait.



Malgré le soutien de l'aviation américaine, le F.N.L. garde l'initiative. (Ph. A.F.P.)

Au début de cette troisième semaine, l'offensive du F.N.L. a de toute façon déjà acquis un premier résultat que personne ne peut plus nier. Elle a fait la démonstration non seulement qu'il n'y aura pas de règlement au Viet-Nam tant que les Américains n'auront pas traité avec les représentants de ceux qui se battent, F.N.L. et gouvernement du Nord Viet-Nam —ce que tout le monde savait déjà — mais aussi que les Américains n'ont pas tout le temps qu'ils veulent pour le faire.

Et cette leçon là, malgré les rodomontades du style « nous ne négocierons jamais sous la pression de la canonnade », malgré les menaces d'intensifier encore les bombardements, et malgré leur mise à exécution sur Haïphong par exemple, nul doute qu'elle doit être sérieusement méditée actuellement même à Washington.

Jacques MORAND.

Argentine

M. SALLUSTRO, P.D.G. DE LA FIAT : MORT POUR SA CLASSE

LE long « suspense » ouvert le 21 mars dernier par l'enlèvement du P.-D.G. de la Fiat-Argentine, M. Sallustro, s'est terminé le lundi 10 avril : Oberdan Sallustro est mort, tué par ses ravisseurs, alors que la police argentine encerclait la « prison du peuple », dans les faubourgs de Buenos-Aires où l'industriel était détenu. Et l'émotion suscitée par ce dénouement a été d'autant plus grande qu'au moment même, on annonçait un second meurtre, lui aussi revendiqué par les mêmes commandos de l'E.R.P. (Armée Révolutionnaire Populaire); celui du Général Sanchez, commandant de région militaire, réputé pour sa sauvagerie dans la répression.

Bien sûr, la presse unanime n'a pas attendu longtemps pour affirmer péremptoirement que le meurtre de Sallustro avait **« suscité une indignation générale en Argentine... »** et que cet **« acte gratuit » déconsidère les groupuscules révolutionnaires et les coupe des organisations ouvrières »** (« Le Monde » du 12 avril). Le moins qu'on puisse dire est que ces messieurs vont certainement un peu vite en besogne ! Car il est douteux qu'après la sauvage répression des émeutes de Mendoza, les travailleurs argentins pleurent les défunts Sallustro et Sanchez, respectivement patron, et « général-ratissage ».

Comment les ouvriers et tous les opprimés d'Argentine ont-ils réagi ? On ne peut compter sur la presse pour nous l'apprendre. De toutes façons, enlèvement et meurtres n'avancent et ne peuvent avancer en rien la cause du prolétariat. En aucune façon, un attentat terroriste n'est un moyen de mobiliser les travailleurs, si ceux-ci ne l'ont pas déjà fait eux-mêmes. En aucune façon, il ne permet de les organiser, d'élever leur conscience et d'accroître ainsi l'efficacité de leur lutte. Tout au plus peuvent-ils faire partie du combat quand la classe ouvrière est déjà entrée en lutte ouverte.

Certes, la classe ouvrière argentine est combative : les émeutes de Mendoza et la récente victoire remportée sur le général Lanusse, chef de l'Etat, le prouvent. Mais est-elle une force suffisamment cohérente et organisée pour imposer son ordre social au pays ? C'est autre chose. Et si elle n'en est pas arrivée là par elle-même, ce ne sont pas quelques enlèvements de personnalités du camp adverse qui l'y aideront. En n'aidant pas les travailleurs à trouver des forces en eux-mêmes, en tentant d'impulser son combat de l'extérieur, l'E.R.P. — aussi trotskyste puisse-t-elle s'affirmer (c'est la section officielle de la IVe Internationale en Argentine) — ne prouve qu'une chose : son alignement sur les courants de pensée, sur les courants politiques, petits-bourgeois. Et ce que la « Ligue Communiste » dit dans son hebdomadaire de ces événements prouve — si besoin était — le même alignement de tous les morceaux épars de la défunte IVe Internationale.

Cela dit, que penser des réactions de l'opinion internationale à cet enlèvement ? Que penser surtout du Pape, qui a qualifié le meurtre de Sallustro d'**« acte de barbarie » ?** Le P.-D.G. spirituel de l'Eglise et les P.-D.G. de la Fiat ou autre compagnie appartiennent — on le savait déjà — à un même trust international : celui des exploiteurs du monde entier. Car ce radoteur sénile qui trône au Vatican et se penche, paraît-il, sur les misères de notre bas monde, ne s'est jamais ému des centaines de morts que font tous les jours les accidents du travail, ni bien sûr, des autres centaines de morts, souvent innocents, dont sont responsables les actes de répression des possédants. Par contre, ainsi que bien d'autres, le Pape pleurniche sur ce malheureux Sallustro, prétendu victime involontaire d'un conflit qui le dépassait !

Mais quel requiem lui chante-t-on là ? Le capital étranger n'était-il pas représenté en Argentine par le défunt Sallustro ? Et ce capital étranger n'était-il pas comme le capital local, l'ennemi des travailleurs du pays ? Que si !

Alors il n'y a pas à verser de larmes sur la fin du P.-D.G. italien. Tous ceux qui le pleurent dans le camp de la bourgeoisie, n'ont qu'à considérer qu'il est mort au service de celle-ci dans la guerre de classe, qu'il est mort à leur champ d'honneur, sur le front de leur combat social, sans le faire exprès, voilà tout.

Michel VERDIER.

Chili

L'opposition de droite manifeste à Santiago

L'OPPOSITION de droite chilienne a mis à profit l'inauguration solennelle de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, à Santiago, pour organiser un défilé qui a mobilisé, à ce qu'il paraît, deux cent mille participants.

Il est possible que dans la compétition engagée sur ce terrain, la manifestation convoquée par les partisans d'Allende pour donner la réplique, dépasse celle de leurs adversaires. La manifestation des partis de droite est cependant plus qu'une simple démonstration de force. Elle est le signe que, ouvertement, publiquement, soutenue par la majorité de la presse, la droite organise la relève.

Pendant qu'Allende se gave de mots sur les merveilles de la voie pacifique et légale au socialisme, la droite prépare une autre alternative politique. Par voie légale et pacifique, si faire se peut. Par voie illégale autrement.

Pendant qu'Allende s'oppose de toute sa force à toute tentative de mobilisation des travailleurs chiliens, à toute tentative de leur part de concrétiser eux-mêmes les espoirs suscités par leurs illusions lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'Unité Populaire, la droite, elle, s'apprête à prendre sa revanche. Une revanche qui coûtera à Allende sa place, et peut-être plus encore. Mais qui sera dirigée surtout contre les travailleurs chiliens.

Et dans l'affrontement qui se prépare à travers le durcissement de l'opposition parlementaire, à travers les manifestations de droite et, plus encore sans doute, au sein même de cet appareil d'Etat sur lequel repose le pouvoir d'Allende, les ennemis des travailleurs ne sont pas seulement là où se trouvent les comploteurs de droite. Car si ceux-ci ne rêvent que de briser la classe ouvrière chilienne, le gouvernement dit d'Unité Populaire est en passe de la leur livrer, pieds et poings liés.

C'est Allende lui-même qui fraie la voie à la droite et avec lui tous ceux qui le soutiennent. Tous ceux qui endorment les travailleurs avec l'opium de « la voie pacifique au socialisme », tous ceux qui les désarment, tous ceux qui s'opposent à ce qu'ils partent eux-mêmes, de par leur propre force, de par leur propre organisation, de par leur propre mobilisation, à la conquête de leur propre pouvoir.

Au Chili comme ailleurs, la véritable frontière n'est pas celle, fluctuante et aléatoire, qui sépare les politiciens de droite des politiciens de gauche. La véritable frontière passe entre ceux qui disent aux travailleurs : « le pouvoir, vous ne l'aurez que si vous le prenez vous-mêmes, si vous vous armez et organisez vous-mêmes » — et les autres.

Le pire ennemi des travailleurs chiliens, ce sont leurs propres illusions envers les Allende.

Georges KALDY.

La régionalisation dans les départements d'outre-mer

Un statut qui n'est autre que le vieil ordre colonialiste

AU cours de la Seconde Guerre mondiale, pour se constituer une armée, De Gaulle dut avoir recours aux colonies françaises et pour recruter dans la population autochtone, il fit un certain nombre de vagues promesses aux colonisés.

Lors de la rédaction de la Constitution de la quatrième République, ces promesses se traduisirent par un tour de passe-passe grammatical : le terme de colonie disparaissait du vocabulaire officiel ; on ne parlait plus que de départements et de territoires d'outre-mer. La cinquième République devait garder les mêmes dénominations qui ont encore cours aujourd'hui.

Bien sûr, le vieil empire colonial français s'est en grande partie effondré par suite des luttes d'émancipation des peuples coloniaux et il n'en reste plus guère que des vestiges. Cependant, pour les peuples encore soumis à l'impérialisme français, le colonialisme a toujours le même visage quels que soient ses changements de dénomination.

Il existe quatre départements d'outremer : la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane. C'est une loi du 19 mars 1946 qui a transformé ces anciennes colonies en « départements ». Sous le prétexte de particularités géographiques, ces « départements » se sont vus attribuer en fait un statut très différent de celui des départements métropolitains, avec, de plus, suffisamment de latitude pour permettre légalement des entorses aux droits des habitants. Ces statuts constituent un démenti sans équivoque au mythe développé par le pouvoir qui consiste à faire croire que ces territoires font partie de la France.

C'est ainsi que le représentant de l'administration centrale — le préfet — dispose de pouvoirs très étendus justifiés hypocritement par la distance de la métropole ; il est responsable de la sûreté intérieure et extérieure et peut déclarer l'état de siège ; il dispose des forces militaires stationnées sur le département.

Pour ce qui est de la législation, le jésuitisme atteint son comble. En principe, le régime est le même que celui de la métropole, mais l'article 73 de la Constitution de 1958 permet d'adapter le régime législatif des D.O.M. à leur situation particulière, ce qui revient à dire que les D.O.M. peuvent se trouver sous le régime des décrets, alors qu'en métropole le Parlement continue de légiférer...

En matière judiciaire, l'appareil répressif est toujours celui de la « justice coloniale », même si, théoriquement, l'organisation et la procédure judiciaires sont les mêmes qu'en métropole. C'est ainsi que le contrôle judiciaire est monnaie courante dans les Antilles ; les militants connus doivent signer une feuille de présence au tribunal tous les quinze jours.

Sur le plan administratif, l'ordonnance Debré du 15 octobre 1960 permet au préfet de muter d'office en France tout fonctionnaire dont il juge « le comportement susceptible de troubler l'ordre public ».

Comme on le voit, le statut des D.O.M. n'a guère changé la domination coloniale de la France sur ses anciennes colonies ; au contraire, le renforcement du pouvoir central par l'intermédiaire du préfet a accru la dépendance de ces « départements » par rapport à la métropole.

Face à la montée des mouvements autonomistes, le gouvernement a voulu faire quelque chose pour leur couper l'herbe sous le pied. Il a, par l'intermédiaire de son ministre Messmer proposé « la régionalisation ». En fait, ce projet, présenté à grand renfort de publicité lors du voyage de Messmer aux Antilles, ne contient pas grand-chose : quelques petites prérogatives nouvelles au Conseil général, la création d'une conférence interdépartementale sans pouvoirs réels et c'est tout.

Après trois siècles d'oppression et de misère entretenues par l'impérialisme français, ce n'est pas la régionalisation que réclament les travailleurs des D.O.M., mais la libération totale de leur pays du joug colonial. Mais cette libération, ils ne l'obtiendront que par leur lutte.

Alain LEMART.

En dépit de la prétendue départementalisation, les travailleurs antillais partagent le sort de leurs frères immigrés « étrangers ». (Ph. Elie Kagan)

Répression à l'Ile Maurice

L'ILE Maurice est une ancienne colonie britannique, située dans l'océan Indien, au large des côtes de Madagascar. Depuis mars 1968, à la suite d'émeutes graves, l'île Maurice a obtenu son indépendance. Cette île de faible superficie (1.850 km2) est relativement peuplée avec environ 800.000 habitants. Sa densité est une des plus élevées du monde : de l'ordre de 400 habitants au km2. Le pays vit de la monoculture sucrière, il ne possède pas d'industrie. La misère est évidemment considérable.

Depuis quelques mois, le « Mouvement Militant Mauricien » (MMM), *mouvement d'opposition qui, selon les documents que nous publions, se réclame d'un marxisme fortement teinté de nationalisme, est en butte à la répression. Cette répression semble s'accentuer avec l'imminence de la venue de la reine d'Angleterre en visite officielle. Le* « Groupe d'information Madagascar-océan Indien » *et le* « Comité d'information sur l'île Maurice » *nous ont fait parvenir divers documents à ce sujet dont nous publions ici quelques extraits.*

« D'août à décembre 1971, **de grandes grèves** intéressant les transports publics, l'électricité, les services municipaux, les filatures d'aloès, puis le port et l'industrie sucrière, placèrent sous influence MMM la quasi-totalité des syndicats (à l'exception des fonctionnaires) et mirent le gouvernement à deux doigts de la chute brutale. La GWF (centrale syndicale MMM) tenait en main l'activité économique et sociale de l'île.

Au début de 1971, il ne faisait de doute pour personne que le MMM serait au pouvoir dans les prochains mois. Le gouvernement ne gouvernait plus ; Ramgoolam essayait d'entrer en négociations avec le bureau politique du Mouvement. Les représentants de la Banque mondiale, en visite à Maurice, exigeaient de rencontrer Paul Berenger, leader du MMM. Certaine ambassade amorçait un virage spectaculaire, établissant des liens cordiaux avec Hervé Masson, membre du bureau politique chargé des relations extérieures. A cette époque, le MMM comptait une soixantaine de « branches » (cellules) urbaines et rurales ; il contrôlait les conseils d'une trentaine de villages (sur quatre-vingt-quinze) dont les douze plus importants, avec des populations dépassant parfois 12.000 habitants.

Sur le plan idéologique, le MMM se réclame franchement et officiellement du marxisme-léninisme. Toutefois, tenant compte des réalités « tiers-mondistes » de l'île Maurice, il s'inspire encore de la pensée de Fanon dont ses orateurs font grand cas, et de certaines analyses tactiques comparables à celles d'Allende, au Chili (...).

Sûr de l'aide militaire britannique en cas de soulèvement populaire, le gouvernement mauricien s'est servi de sa propre armée (sous commandement britannique) et de sa police (noyautée et entraînée par les Anglais) pour faire respecter l'état d'urgence destiné à démanteler la forteresse MMM.

Dans une première étape, une loi scélérate a rendu toute grève illégale. Ensuite, l'armée et les forces de police anti-émeutes, solidement armées, ont brisé la grève générale par la violence. Les treize syndicats et la centrale MMM, la General Workers Federation, ont été suspendus « sine die ». Les locaux et les avoirs des syndicats gelés. Des délégués syndicaux ont été arrêtés et jetés en prison sans explication. Enfin, pour faire bonne mesure, plus d'un millier de travailleurs (port, transports, municipalités) ont été licenciés. D'autres — notamment les dockers — ont perdu leurs droits d'ancienneté.

Sur le plan politique, les réunions de plus de cinq personnes sont interdites, cette mesure ne concernant, bien entendu, que les réunions MMM. De nombreux militants ont été emprisonnés, et accusés en décembre 1971 d'avoir été « sur le point » de comploter ou de « s'entendre avec ceux qui se préparaient à comploter » (...).

La liberté de la presse n'existe plus (...). Quant au **Militant,** le quotidien du MMM, il est interdit. Ses bureaux et sa presse ont été fermés, et placés sous scellés. Des policiers en armes sont en faction devant le bureau du journal. **Quatorze** procès sont intentés à son rédacteur en chef Hervé Masson, et à son directeur, Heeralall Bhugaloo. Une correspondance dans **Le Monde,** signée Hervé Masson, a valu à ce dernier d'être perquisitionné. Des documents ont été saisis chez lui, qui ont permis de lui intenter un quinzième procès. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons qu'il vient d'être jeté en prison.

Enfin, les passeports des principaux leaders, notamment ceux de l'Exécutif central, ont été confisqués ou annulés. Ils n'ont pas le droit de quitter le pays. Paul Berenger, Dev Virahsawmy (député MMM) et Hervé Masson sont soumis — quand ils ne sont pas emprisonnés — à une étroite surveillance de la part de policiers en civil (...). Quant aux « nervis » de certains ministres, ils jouissent de la plus complète liberté et sillonnent les villes, armés de carabines et de revolvers. En novembre 1971, ils organisèrent un attentat manqué contre Paul Berenger et Dev Virahsawmy, attentat au cours duquel un militant, Azor Adelaïde, fut tué à coups de carabine. Les assassins qui sont en prison bénéficient d'un régime de faveur. Quant à leurs complices de haut rang, ils n'ont pas été inquiétés, quoique tout le monde sache leurs noms... »

(Document MMM - 21 février 1972.)
(Extraits du bulletin du groupe d'information Madagascar-océan Indien.)

Angela Davis et le Parti Communiste Américain :

Une équivoque soigneusement entretenue !

AVEC l'affaire et le procès Angela Davis, le Parti Communiste Américain, organisation squelettique complètement exsangue après les années noires du maccarthysme, paraît, pour un temps du moins, sortir de l'ombre.

Car Angela Davis, en qui bon nombre de Noirs américains se retrouvent, ne parle pas au nom d'une quelconque organisation noire radicale mais en celui du Parti Communiste Américain. La campagne en faveur d'Angela, la création de Comités à l'échelle de l'ensemble des Etats-Unis, les prises de positions en faveur de la jeune militante noire votées par des syndicats, des mouvements politiques, philosophiques, religieux, les manifestations organisées dans toutes les villes importantes ont apporté au P.C.A. la large sympathie de nombreux Noirs qui, jusqu'alors l'ignoraient quand ils ne lui manifestaient pas sinon de l'hostilité du moins une franche méfiance. Sympathie d'autant plus facilement gagnée qu'un peu partout la seule activité publique du P.C.A. se limite à la défense d'Angela. De plus, le P.C.A., avec son organisation nationale, son quotidien, ses liaisons internationales, apparaissait comme la seule force du mouvement radical américain capable de mobiliser non seulement l'opinion publique américaine mais aussi l'opinion mondiale.

C'est au travers d'Angela Davis, de ses déclarations, de ses prises de positions que des milliers de jeunes Noirs ont adhéré ces derniers mois au P.C.A. Et c'est sans doute parce qu'il est parfaitement conscient de l'atout que constitue pour lui Angela que le P.C.A. l'a portée, peu avant l'ouverture de son procès, à son Comité Central.

Pourtant, lorsqu'on lit la presse politique ou syndicale du P.C.A., on est surpris de la différence de ton qui peut exister entre ces écrits et les déclarations d'Angela Davis.

Car depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le P.C.A. a toujours tenté de se présenter comme une composante « raisonnable » de la gauche américaine. Si, à la différence de la France ou de l'Italie, il ne peut sérieusement revendiquer la qualité de parti de gouvernement (il compte 10.000 membres sur 200 millions d'habitants et son influence est en proportion), son comportement « responsable » l'a conduit au cours de ces trente dernières années à s'aligner complètement sur le Parti Démocrate dans toutes les décisions importantes. Dans les organisations syndicales, il fait fonction d'opposition de Sa Majesté appuyant les bureaucrates les plus libéraux contre les bureaucrates les plus réactionnaires mais se gardant bien lui-même de proposer une orientation propre aux travailleurs.

Même attitude vis-à-vis des Noirs. Les organisations noires les plus modérées (en général, elles aussi liées au Parti Démocrate) ont eu pour un temps sa faveur. Il s'agissait avant tout pour les Noirs, affirmait le P.C.A., de lutter pour l'égalité des droits civiques dans le cadre de la légalité. Et il se démarquait soigneusement de tous les groupes noirs préconisant la violence comme unique moyen de transformation sociale.

Mais à partir des années 1960 la situation a quelque peu changé. Le développement de la combativité de la population noire américaine, la création de dizaines d'organisations noires radicales, l'afflux de dizaines de milliers de jeunes Noirs dans des groupes comme les Panthères Noires, la popularité que ces groupes rencontrent auprès d'une grande partie de la population des ghettos, tout cela a incité le P.C.A. à assouplir quelque peu sa position sur ce problème. Tout en continuant à appuyer les Démocrates à l'échelle nationale, à jouer dans les syndicats le rôle d'opposition loyale à la bureaucratie syndicale, il va alors créer les « Clubs Che-Lumumba » à l'intention des étudiants et de la frange de la petite bourgeoisie noire touchés par le nationalisme. Ces « Clubs Che-Lumumba » cultivent la phraséologie et les idées tiers-mondistes, adoptent des points de vue sur la lutte armée et la nécessaire libération des Noirs par la violence qui cadrent assez peu avec les thèses du P.C.A. sur la question mais ce dernier décide malgré tout de leur laisser la bride sur le cou. Car, en fait, il n'a rien à y perdre. Comme la plupart des nationalistes noirs, les membres de ces clubs se désintéressent complètement de la classe ouvrière en tant que telle, du mouvement syndical et des libéraux blancs, c'est-à-dire qu'ils n'ont rien à offrir aux milieux traditionnellement influencés par le P.C.A. Ce dernier n'a donc pas à redouter leur concurrence ou d'être dépassé sur sa gauche. D'autant plus que si les « Clubs Che-Lumumba » tiennent un langage nationaliste plus radical que celui du P.C.A., ils sont bien incapables d'offrir, ne fut-ce qu'à la population noire, une issue quelconque à ses luttes, à plus forte raison une issue socialiste.

Pour gagner des militants comme Angela Davis, le P.C.A. n'hésite pas à employer une phraséologie radicale...

C'est en s'inscrivant au « Club Che-Lumumba » qu'Angela Davis est devenue «communiste ». Il faudrait plutôt dire que c'est pour gagner des militants comme Angela Davis que le P.C.A. a démagogiquement décidé de tenir à la population noire un langage nationaliste qui lui convienne.

A terme, il y aura sans doute des frictions et des heurts dans le P.C.A. entre ceux qui ont jusqu'à présent suivi les appareils du Parti Démocrate ou des syndicats et ceux qui ont décidé d'accrocher leur char à l'étoile montante du nationalisme noir. Mais aucune des deux tendances ne représente, à un degré ou un autre, les intérêts légitimes de la classe ouvrière américaine qu'elle soit blanche ou noire.

Hélène DURY.

A l'occasion de la prochaine visite en Europe d'une mission du gouvernement Duvalier, un communiqué de l'Organisation Révolutionnaire-18 Mai

L'Organisation Révolutionnaire - 18 Mai, une organisation d'opposition au régime duvalliériste, nous adresse un communiqué à l'occasion de la prochaine venue en Europe d'une mission du gouvernement Duvallier, dont voici l'essentiel :

« Puisque Duvallier a réussi à liquider physiquement les opposants qui s'étaient dressés contre lui, puisque les Américains et d'autres pays étrangers soutiennent à fond la « révolution duvalliériste », les héritiers de Duvallier entreprennent de jouir tranquillement de la succession :

Première opération : *Fidélité à la tradition de servilité des féodaux par la vente aux enchères du territoire national, des terres des paysans aux Américains, Français, Anglo-Canadiens, etc. : l'Ile de la Tortue, avec des milliers d'habitants est concédée pour 99 ans à la* Dupont Caribbean Inc. *Toute la partie du littoral s'étendant de Port-au-Prince à Saint-Marc est cédée au* Club Méditerranée, *l'extrême sud-ouest d'Haïti à la* Chaîne Touristique Caraïbéenne.

Deuxième opération : *Tentative de mystification du peuple : promesse de hausse des salaires, baisse des prix, fin du macoutisme, pluie de dollars.*

Troisième opération : *Renforcement de l'appareil répressif : création de la version macoutique des bérets verts, les « Léopards », sous la supervision de conseillers américains et français : ce corps de tortionnaires antipopulaire et anticommuniste, dénommé pompeusement Corps « anti-guerrilla », créé depuis la mort de Duvallier père, est fort de 500 hommes. Ce n'est pas par pur hasard si sa création coïncide avec des prêts d'un montant de 10.000.000 dollars fournis par le FMI, la BID, l'AID et permettant ainsi à Cambronne d'acheter aux gouvernements américains et français des jeeps militaires, tanks, armes et de nombreux autres engins et gadgets de nature offensive.*

Quatrième opération : *Tentatives de mystification de l'opinion internationale, en soudoyant certains organes de presse, en créant des officines de propagande, en déléguant des missions officielles auprès des gouvernements étrangers. La prochaine visite en Europe de la mission haïtienne déléguée par Luckner Cambronne entre dans ce projet.*

La question est de savoir si les acolytes de Cambronne trouveront des complices auprès des démocrates du monde pour cautionner, fût-ce par le silence, son régime de honte et de sang.

J.-C. Duvallier au milieu de ses « tontons macoutes ». (Ph. U.P.I.)

Les acolytes de Cambronne ont à s'expliquer :

1°) Sur le sort des prisonniers politiques haïtiens, à ne pas confondre avec celui du propriétaire foncier-banquier duvalliériste, Clémart Joseph Charles, le commissaire duvalliériste Pierre-Paul, les colonels Blain et Belot, objets de règlement de comptes, dont la libération et la commutation de peine récentes viennent d'être chaudement servies à l'opinion publique internationale. Ces derniers ne sont-ils pas présentés comme les bénéficiaires de la grâce de Cambronne ?

2°) Sur l'immonde trafic de plasma et de cadavres haïtiens organisé par Cambronne à destination des universités américaines.

3°) Sur les liens de Cambronne et de son équipe avec le réseau de drogue de Labay.

4°) Sur la part de responsabilité qu'ils se reconnaissent dans les graves incidents qui pourraient résulter de leur politique criminelle, selon les avertissements de l'opposition patriotique haïtienne active dans l'émigration. »

Organisation Révolutionnaire
18 Mai-Europe
(Action Patriotique Haïtienne)

Cinquante ans après la naissance de l'U.R.S.S.

Les droi

EN cette année de 1972, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques commémore le cinquantenaire de sa création.

Pendant que l'on s'apprête à astiquer les costumes nationaux de quelques vénérables vieillards, Kirghizes ou Bachkirs, que l'on traînera de cérémonie en cérémonie, en guise d'illustration de l'égalité et du plein épanouissement de toutes les nationalités qui composent l'Union, dix-sept Lettons, membres du P.C., viennent de protester dans une lettre ouverte contre l'oppression nationale dont leur peuple est victime. Cette protestation, comme celle, similaire, de ressortissants de la minorité juive, est infiniment plus significative que tous les discours officiels, que tout le gigantesque carnaval folklorique qui se prépare. Significative du monde qui sépare ceux qui, il y a cinquante ans, jetèrent les bases d'une libre union entre républiques soviétiques égales en droit, et garantissant à chacune des nombreuses nationalités son épanouissement, et ceux qui, aujourd'hui, bafouent les droits élémentaires des minorités nationales tout en pratiquant un chauvinisme grand-russe repoussant.

La Constitution de l'Union des Républiques Soviétiques, il y a cinquante ans, était l'aboutissement sur le plan juridique de la politique poursuivie par les bolchéviks en matière de question nationale.

La Révolution d'Octobre a su vaincre et la dictature du prolétariat se maintenir, notamment parce que le pouvoir prolétarien a su gagner la sympathie des peuples opprimés de la Russie des tsars, en reconnaissant leur droit à l'existence nationale, leur droit à disposer d'eux-mêmes. Non pas seulement en paroles, mais dans la pratique.

La dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique a transformé ce droit, comme bien d'autres, en formule creuse. Oh, la Constitution reconnaît toujours non seulement l'égalité totale entre les diverses nationalités, mais même leur droit de se séparer de l'U.R.S.S. et de se constituer en Etats indépendants. Mais la seule invocation de tels principes fait de celui qui s'en rend coupable un « nationaliste bourgeois », qui est traité comme tel.

L'égalité entre différentes nationalités, surtout quand certaines comptent des dizaines de millions d'individus, alors que d'autres se réduisent à quelques milliers, n'est concevable que dans une démocratie inconnue dans les sociétés actuelles. Comment la bureaucratie, qui ne peut tolérer la moindre démocratie, les moindres libertés démocratiques dans quelque domaine que ce soit, pourrait-elle les tolérer dans celui-ci ? Plein épanouissement, libertés nationales ? La bureaucratie y a substitué l'oppression féroce, quand ce ne fut la déportation de peuples entiers, ou le génocide.

L'oppression nationale est le pendant de l'oppression sociale de la bureaucratie contre la classe ouvrière. La première ne pourrait disparaître qu'avec la disparition de la seconde.

G.K.

Les procès de Moscou en décembre 1970. Parce qu'ils av

Les droits des peuples du vivant de Lénine

Jeunes filles lettones en costume national : les bolchéviks avaient accordé aux minorités nationales le droit à disposer d'elles-mêmes. La bureaucratie stalinienne ne leur laisse plus que le droit au folklore !

LA Déclaration des Droits des peuples de Russie, publiée le 15 novembre 1917, affirmait le droit à l'autodétermination de tous les peuples sans réserves ni conditions, y compris le droit de se séparer et de se constituer en Etat indépendant.

Cette position que Lénine eut à défendre dans la pratique d'autant plus âprement qu'elle était loin d'être partagée par tous les dirigeants du parti bolchévik, représentait la seule voie pour que le prolétariat et les paysans pauvres des différentes nationalités prennent eux-mêmes leur sort entre leurs mains. Dénonçant le **« chauvinisme grand-russien dissimulé sous le nom de communisme »,** Lénine était au plus haut point conscient du fait que la force du régime soviétique ne pouvait venir que de l'adhésion et de la participation effectives des plus larges masses de travailleurs au nouveau régime.

« Afin de surmonter le dégoût qu'éprouvent les masses laborieuses des pays opprimés à l'égard du prolétariat des Etats qui les oppriment, il est nécessaire d'abolir tous les privilèges dont jouissent tous les groupes nationaux quels qu'ils soient, d'établir la complète égalité des droits de toutes les nationalités, de reconnaître le droit... des nations non souveraines à la sécession », proclamait le programme du parti en 1919. Et si les nations usent de leur droit, et s'il en résulte une décomposition de la Russie soviétique en « républiques séparées » ?

« ...Nous n'avons aucune raison de le redouter », répondait Lénine à l'objection. **« Quel que soit le nombre de républiques indépendantes..., nous n'aurons pas peur. Ce qui compte... ce n'est pas l'endroit où passe la frontière, c'est que l'union des ouvriers de toutes les nations soit préservée pour la lutte contre la bourgeoisie de quelque nation que ce soit. »**

L'ancien empire des tsars avait de tous temps opprimé les différentes nationalités tombées sous sa botte, leur imposant du même coup la langue russe, les impôts russes et les fonctionnaires russes. Aussi, ce carcan disparu, avec la chute de Nicolas II, les sentiments nationalistes allaient se manifester avec d'autant plus d'ampleur qu'ils avaient été plus longtemps contenus. Pétrograd et Moscou aux mains du prolétariat, la lutte dura des années avant qu'à l'échelle du pays toutes ces nationalités aient fait leur choix entre bourgeoisie et prolétariat, en rejetant le régime soviétique ou, au contraire, en s'y ralliant.

La Pologne et la Finlande, pays où le sentiment national était particulièrement développé, se proclamèrent indépendantes. L'une comme l'autre se retrouvent dans le camp de l'impérialisme. Non point comme résultat de la réalisation abstraite du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : mais en fonction du déroulement de la lutte des classes. En Pologne, le prolétariat n'a pas été vraiment mobilisé ; en Finlande, il l'était, mais il fut vaincu par une bourgeoisie finlandaise secourue par l'armée allemande, alors même que la faiblesse de la Républiblique Soviétique l'empêcha d'accourir au secours des travailleurs finlandais.

Dans les pays baltes, qui furent un temps républiques soviétiques, des Etats bourgeois ont fini par se constituer en 1920. Mais, partout ailleurs, le régime soviétique s'imposa. A cet égard, la question de l'Ukraine mérite un intérêt particulier. Face au nationalisme ukrainien dans lequel Rosa Luxemburg ne voulait voir que l'invention d'une poignée d'intellectuels, Lénine défendit la nécessité de laisser la plus complète liberté de choix au prolétariat et au peuple ukrainiens.

ts des nationalités

aient voulu fuir l'oppression, onze Juifs ont été condamnés !
(Ph. U.P.I.)

« Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays capitalistes — à la fois contre les leurs et ceux des autres pays. Mais précisément, afin que cette union puisse être volontaire, l'ouvrier russe qui n'a, à aucun égard et à aucun moment, la moindre confiance en la bourgeoisie russe, ni en la bourgeoisie ukrainienne, est pour le droit d'autodétermination des Ukrainiens, ne leur imposant pas son amitié, mais la gagnant en les traitant en égaux, en alliés et en frères dans la lutte pour le socialisme. »

Et, de fait, si la Rada, assemblée ukrainienne petite-bourgeoise s'effondra, incapable d'empêcher le ralliement des ouvriers et des paysans ukrainiens à la République Soviétique, ce fut, sans doute possible, dû, aussi pour une part, à la politique suivie par le parti bolchévik, face aux aspirations nationales. En décembre 1919, Lénine préparait un rapport pour exiger que les fonctionnaires soviétiques exerçant dans la région parlent obligatoirement l'ukrainien, et que les réquisitions de produits agricoles ainsi que les expropriations de terres soient limitées au strict nécessaire.

En Orient, la plus grande prudence face à la culture et aux traditions nationales de peuples restés souvent à l'état de tribus paysannes, fut également observée. La Déclaration des Droits des peuples de Russie comportait un appel spécial **« à tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient » : « Musulmans de Russie, Tatars de la Volga et de la Crimée, Kirghizes et Sarts de Sibérie et de Turkestan, Turcs et Tatars de Transcaucasie, Tchéchènes et Montagnards du Caucase, et vous tous dont les mosquées et les oratoires ont été détruits, dont les croyances et les coutumes ont été piétinées par les tsars et les oppresseurs de la Russie, vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont à partir de maintenant libres et inviolables. Organisez votre vie nationale en toute liberté. Vous en avez le droit. Sachez que vos droits comme ceux de tous les peuples de Russie, sont placés sous la puissante sauvegarde de la révolution et de ses organes, les soviets ouvriers, de paysans et de soldats. Soutenez cette révolution et son gouvernement. »**

Certes, la politique nationale suivie par la République Soviétique durant les premières années de son existence fut loin d'être exempte d'erreurs ou de maladresses, et pareille tolérance fut loin d'être toujours observée. Avec la présence de Staline au poste de commissaire aux nationalités, des méthodes centralisatrices tendaient à s'imposer avec brutalité. Elles étaient déjà celles que la bureaucratie utilisera et perfectionnera ultérieurement. Staline s'est en particulier tristement illustré dans son propre pays, la Géorgie, avec des méthodes brutales qui étaient celles **« du Grand-Russe... de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique »**, selon l'expression de Lénine.

Mais c'est à la veille de la mort de Lénine que Staline donna une idée réelle de ses capacités en matière de démocratie par le relèvement des dirigeants communistes locaux et leur remplacement par un certain nombre de ses partisans. Lénine avait promis son soutien aux exclus et ses derniers écrits portent la marque de cette préoccupation.

Avec le stalinisme triomphant, les droits des nationalités disparurent bien évidemment ; plus, la collectivisation forcée à partir de l'année 1928 en dressant les campagnes contre le régime soviétique allait assimiler toute revendication nationale à une activité contre-révolutionnaire pure et simple.

Pierre VERNANT.

AU cours du XX^e congrès, celui de la « déstalinisation », Khrouchtchev dénonça en termes violents la politique du « petit père des peuples » *à l'égard des populations non-russes de l'U.R.S.S.* « Dès la fin de 1943, *dit-il,* la décision fut prise et mise à exécution de déporter tous les Karatchai des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin décembre 1943, le même sort advint à toute la population de la république autonome des Kalmouks. En mars 1944, tous les Tchetchènes, et tous les Ingouches ont été déportés et la république autonome Tchetchène-Ingouche liquidée. En avril 1944, tous les Balkars ont été déportés (...). Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. »

Dénonçant le « culte de la personnalité » *à cette même tribune, Khrouchtchev crut bon de se faire modeste en passant sous silence le rôle qu'il avait précisément eu, en tant que premier secrétaire du Parti Ukrainien, dans la répression de ce pays sur lequel il avait la haute main. Après avoir verbalement condamné ces* « violations de la politique léniniste des nationalités », *il n'en continua pas moins allégrement la politique inaugurée par Staline en la matière ; Brejnev quant à lui ne s'écarta pas de la voie tracée par ses prédécesseurs.*

L'exemple des Tatares de Crimée résume bien la continuité de la politique nationale de la bureaucratie russe. Leur peuple tout entier fut condamné à l'indignité nationale et à la déportation en Asie Centrale par Staline pendant la guerre. Décimés pendant cette épreuve, les Tatares furent réhabilités lors de la « déstalinisation », mais n'eurent pas le droit de retourner dans leur pays. Aux Tatares qui revendiquent encore aujourd'hui ce droit élémentaire de retourner chez eux, Brejnev ne sait opposer que ses tribunaux et ses flics. D'avoir pris leur défense depuis une dizaine d'années a valu au vieux communiste Grigorenko de faire connaissance avec les hôpitaux psychiatriques que la bureaucratie réserve aux opposants.

Récemment, dans une lettre ouverte, dix-sept lettons communistes de longue date, dénonçaient la politique d'oppression de leur pays menée par la bureaucratie russe. Ceux-ci, qui ont connu les prisons d'avant le rattachement (1940-1944) des pays baltes à l'U.R.S.S., s'indignent qu'actuellement, dans ces régions, les libertés nationales, soient moindres qu'auparavant. En Lettonie, disent-ils, les minorités non-lettones n'ont plus aucun droit à une vie nationale autonome (écoles, journaux, théâtres ont été supprimés), mais les Lettons eux-mêmes sont l'objet d'une politique délibérée de mépris de l'administration russe à leur égard. Au sein d'une administration russe qui ne parle pas le Letton, les Lettons qui s'y trouvent en minorité doivent parler le russe, et de ce fait, dans la vie quotidienne et publique de la population lettone il ne lui est plus possible de parler sa propre langue.

Si, à la veille du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Union Soviétique (1922), en tant qu'Union de Républiques Libres, l'agitation dans les sphères de la bureaucratie est grande, c'est qu'elle voudrait prouver à cette occasion qu'en U.R.S.S. il n'y a plus de question nationale. La police politique est donc sur les dents et recherche activement tous ceux qui risqueraient de troubler cette harmonie de façade.

En fait, la question nationale est loin d'être réglée.

Eveillés à un sentiment national par la Révolution russe et la politique de collaboration d'égal à égal menée à leur égard par le jeune pouvoir soviétique, de nombreux peuples jadis écrasés sous la botte du tsarisme, sont bien vite restés sur leur faim de vie nationale libre.

La bureaucratie moscovite, dès 1922, commença à imposer sa propre politique, ses conceptions, ses hommes à l'ensemble des peuples constitutifs de l'U.R.S.S. La langue russe devenait la courroie de transmission des diktats du Kremlin.

Sous des prétextes administratifs d'abord, puis de lutte contre le nationalisme « bourgeois », dans son combat pour contrôler tout le pays, la bureaucratie naissante ne pouvait pas plus tolérer la liberté et la démocratie pour les individus que pour les peuples.

Ainsi, dans le langage de la bureaucratie, « trotskysme » et « nationalisme » allaient-ils de paire, comme un même danger remettant en question la chape de plomb que le Kremlin faisait peser sur le pays. S'il n'était pas question qu'un individu, dans le parti et dans l'Etat, put contester la politique des bureaucrates, il n'était pas question non plus qu'une partie de l'Union Soviétique pût revendiquer une quelconque originalité nationale, et donc prétendre se soustraire peu ou prou à l'autorité du Kremlin.

A cette époque, selon le mot de Trotsky, il ne restait plus aux nations non russes que le droit de « chanter dans leurs propres langues les louanges de la bureaucratie », *puisqu'il leur était retiré le droit de lire et d'apprendre dans leur propre langue. Jusqu'aux enfants auxquels, en Ukraine, on tenta de désapprendre à parler leur propre langue à l'école.*

Après un demi-siècle de stalinisme, cette situation des populations non russes ne s'est guère améliorée. Et si la vie culturelle d'une communauté nationale est l'indice de son développement et de sa vitalité, on peut dire que par rapport à la production artistique russe, pourtant insipide, la quasi-inexistence d'une production littéraire et cinématographique — par exemple — non russe est un fait révélateur.

En écrasant toute vie nationale autonome, c'est sa propre existence que défend la bureaucratie russe. Par le canal de l'opposition nationale, d'autres oppositions, sociales celles-là, contestant l'existence même de la bureucratie, pourraient s'exprimer.

Les dirigeants du Kremlin ne se font pas d'illusion : en U.R.S.S. aussi, la lutte contre leur oppression sociale peut prendre le chemin du nationalisme dans les régions non russes, où russe et bureaucrate sont synonymes.

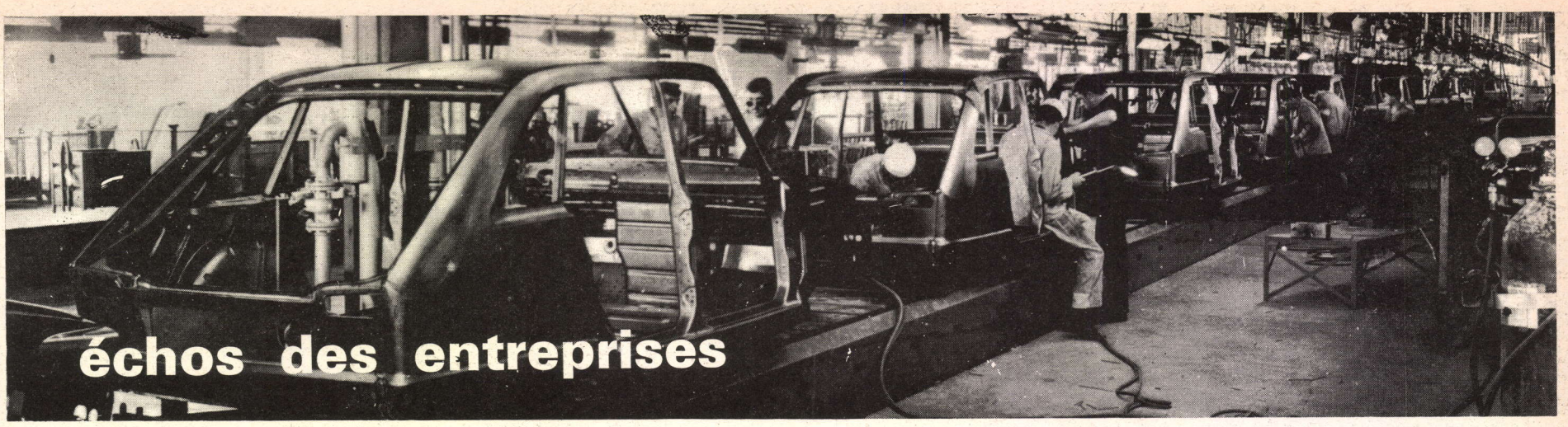
Que surgissent des hommes se réclamant du socialisme pour tenter de redonner un sens au droit à l'autodétermination des peuples garanti par la Constitution soviétique et foulé aux pieds par les Brejnev et autres Kossyguine, et voilà bien là de quoi inquiéter sérieusement ces derniers.

Pierre LAFFITE.

Brejnev, digne successeur de Staline

La question nationale : tout, sauf réglée

Minorité opprimée, les Juifs russes préfèrent s'exiler en Israël ! (Ph. U.P.I.)



échos des entreprises

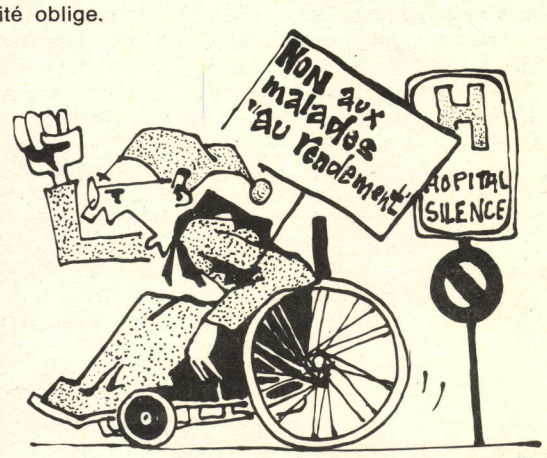
UN SOU C'EST UN SOU

des malades au rendement

● *CHR LE BOCAGE (Dijon)*

Le prix de journée d'hôpital est calculé de telle façon qu'un service devient plus rentable qu'un autre quand les temps d'hospitalisation sont plus longs. Cette situation anormale et absurde ne va pas sans conséquences pour les malades. Ainsi un malade qui demande peu de soins devient « rentable », tandis qu'un malade grave, et qui demande de nombreux soins, l'est beaucoup moins.

C'est pourquoi certains de nos médecins ne sont pas « pressés » de laisser partir les malades rentables... Tant pis s'il n'y a pas assez de places dans le service, si des malades graves attendent... Rentabilité oblige.



quand les voleurs tiennent les comptes

● *FOSSE DECHY (Douaisis)*

Aux camarades accidentés, la Sécurité Sociale Minière verse une pension d'invalidité de travail (IPP).

Jamais une somme d'argent ne compensera une atteinte à notre santé, mais même le faible dédommagement auquel nous avons droit est réduit au minimum par les médecins des Houillères.

De plus, le rachat de la pension est des plus difficiles à obtenir.

Nous avons normalement le droit de réclamer cette somme, parfois importante, au bout de cinq ans et trois mois.

Déjà ce délai est anormal. Pourquoi nous faire attendre ?

Mais cela n'est pas fini. Il ne faudrait pas croire que nous avons le droit d'utiliser notre argent comme nous le voulons. C'est l'assistante sociale, qui vient faire un tour chez nous, et la Sécurité Sociale Minière qui décideront si nous sommes assez grands pour avoir nos sous. Quel comble !

D'autant que, en cas de décès, cette somme reste aux Houillères et ne va même pas à notre famille.

Aux Houillères, le vol est légal !

LES PERLES DES SYNDICATS

les travailleurs proposent, la C.F.D.T. dispose

● *SNECMA (Corbeil)*

La CFDT qui a organisé un sondage la semaine dernière sur le thème « Pour ou contre les augmentations uniformes » a une drôle de façon d'interpréter les résultats.

En effet, 91 % des 899 travailleurs consultés se sont déclarés favorables aux augmentations uniformes. Eh bien cela ne l'a pas empêchée au nom de l'unité, de proposer en inter-syndicale 150 F + 3 %. Proposition que la CGT n'a eu aucun mal à accepter, et pour cause : le privilège des hauts salaires était sauf.

Décidément, on ne manque pas d'aplomb à la CFDT pour fouler ainsi aux pieds la volonté des travailleurs.

Dans un tract, depuis, elle a bien tenté de s'expliquer : « Nous avions un peu l'impression de trahir l'aspiration majoritaire des camarades. »

On ne peut être plus clair : une trahison, et consciente par-dessus le marché !

les petits cadeaux de la C.F.T. entretiennent l'amitié du patron

● *CITROEN (Paris 15e)*

Le patron est content : le comité d'entreprise va en effet lui verser une forte somme d'argent. C'est incroyable mais vrai. Durant des années Citroën versa au même C.E. (alors à majorité cégétiste) une subvention inférieure de moitié à celle prévue par la loi. Il en résulta des dettes auprès des fournisseurs, dettes couvertes par un système de crédit. Mais lorsque la C.F.T. a pris les affaires en main, tout a changé. Elle a décidé de ne plus s'adresser aux mêmes fournisseurs et de les rembourser. Pour cela, elle a demandé une avance d'argent à Citroën. Et c'est cette avance, qui n'est que de l'argent dû depuis des années par Citroën, que la C.F.T. va rembourser au patron. Comment ? En vendant les biens meubles et immeubles du C.E., le domaine de Tournan, les colonies de vacances, autant de choses achetées avec les gros sous des travailleurs.

Jusqu'à présent chacun savait que la C.F.T. était payée par le patron. Aujourd'hui la même C.F.T. dispose de l'argent des travailleurs pour en faire généreusement don à son maître. C'est beau le syndicalisme « indépendant » !

LE SCANDALE DU TÉLÉPHONE

urgent

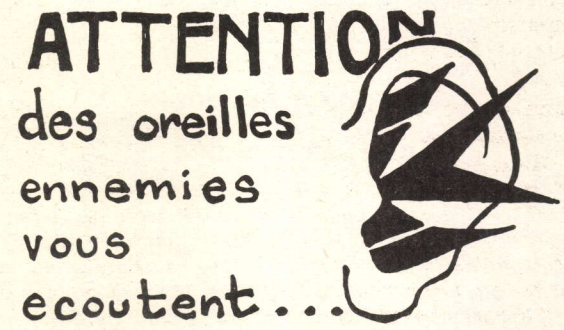
● *CHEQUES POSTAUX (Paris-Vaugirard)*

Le Bancaire, c'est l'enfer. On y entre à l'heure — car une minute de retard nous vaut une fichette — et on travaille à huis-clos !

Aucun lien avec l'extérieur. Ainsi, si par aventure quelqu'un vous téléphone il s'entend demander automatiquement : « Est-ce que c'est urgent ? » Pardi ! Si ça ne l'était pas on ne nous appellerait pas ! Mais ce raisonnement simple n'est pas fait pour ébranler la cervelle bornée de certaines surveillantes. Celui qui téléphone insiste. Alors, on lui propose : « Je ferai la commission ». Mais madame, est-ce que cela vous regarde nos communications ? Est-ce que nous ne pouvons pas être tenues au courant des problèmes ou des malheurs des nôtres sans que vous vous glissiez dans nos nouvelles ?

Et si l'envie prend à celui qui appelle de faire une ultime tentative il se verra répliquer : « Oui, oui ; c'est toujours pressé et grave, mais en réalité on sait bien ce que c'est vos communications ! »

Alors, mesdames, en plus on a les oreilles qui traînent !



y'a le téléphon qui son

● *RENAULT-BUREAUX (Billancourt)*

Vous voulez téléphoner. Rien de plus facile. Il vous suffit de décrocher le combiné et attendre.

Oui, attendre, car après, rien ne dépend plus de vous.

La tonalité, vous l'obtenez ou pas, suivant l'heure. Car chacun sait qu'il y a des moments critiques au téléphone à la Régie, au cours desquels les lignes sont surchargées ou tout bonnement bloquées.

Il arrive parfois (il serait plus juste de dire souvent) qu'après avoir décroché, on se trouve branché sur une conversation à laquelle personne ne nous a invité à participer, et à notre surprise, 3, 4, 5 correspondants, et parfois plus, sont branchés sur la même ligne (quelle économie pour la Régie !).

Tout cela ne nous donne ni la tonalité, ni le correspondant désiré, mais cela occupe... comme si on n'avait rien d'autre à faire de notre journée !

Malheureusement, ce sont ceux qui ont le plus besoin du téléphone pour travailler qui se trouvent en butte à ces difficultés. C'est-à-dire ceux qui n'ont que des numéros intérieurs.

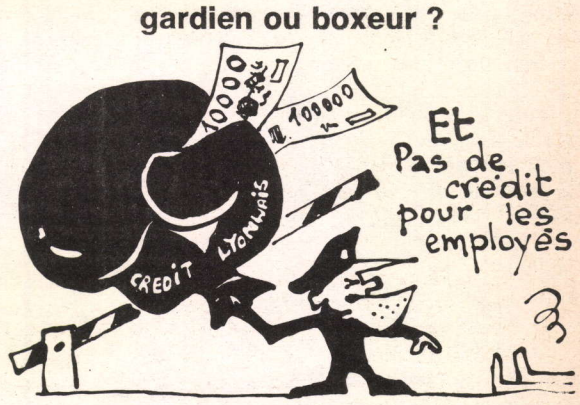
Pour les lignes donnant à l'extérieur, la direction a été plus « compréhensive » : elle les bloque moins souvent, et on a plus de chance d'obtenir le correspondant désiré.

Quant aux chefs, eux, ils n'ont aucun problème : ils ont des lignes spéciales à deux chiffres, qui les relient les uns aux autres. Celles-là ne sont ni encombrées, ni bloquées.

Alors, après cela, qui osera affirmer que le téléphone ne fonctionne pas à la Régie ?

AU PILORI

gardien ou boxeur ?



● *CREDIT LYONNAIS (Levallois)*

Au centre de Limeil-Brévanne, nos collègues automobilistes doivent s'arrêter à l'entrée pour échanger leur carte d'identé contre un « badge » (laissez-passer avec nom et photo, à s'accrocher sur la poitrine). L'un d'eux s'étant un peu trop avancé, le gardien abaissa brutalement la barrière, ce qui endommagea le véhicule. Ce collègue qui protestait contre un tel abus d'autorité reçut en prime un coup de poing dans la figure.

Comme on le voit, la direction choisit un gardiennage de choc. Bloch-Lainé aurait-il l'intention de concurrencer Dreyfus ?

Nos collègues de Limeil ont réagi en faisant la grève du badge et la direction s'est sentie forcée de relever le gardien de ses fonctions et de réparer les dégâts matériels !

apartheid dans les H.L.M.

● *CREUSOT-LOIRE (Saint-Etienne)*

Pourquoi beaucoup de travailleurs nord-africains de l'usine n'ont-ils pas accès aux H.L.M. ? Tout simplement parce qu'ils ont trop... d'enfants ! C'est M. Dufay qui l'a expliqué au Comité d'établissement. Ainsi, les patrons ont besoin de nos camarades immigrés pour les travaux les plus pénibles et les plus insalubres, mais rien n'est prévu pour loger leur famille, sinon les taudis et pourquoi pas les bidonvilles.

Alors que partout s'élèvent de grands immeubles, des tours, des résidences aux noms plus ou moins poétiques, il est toujours aussi difficile de se loger convenablement pour les familles ouvrières et plus particulièrement pour nos camarades immigrés. C'est pourquoi au Marais, des familles s'abritent dans des baraquements «provisoires» construits il y a... une vingtaine d'années. Mais l'argent versé par le patron au Comité Interprofessionnel du logement a été gagné par tous les travailleurs de l'usine, y compris nos camarades immigrés.

LA HAUSSE DES PRIX

LA C.G.T. ET LES STATISTICIENS OFFICIELS

Avec les deux millions de travailleurs qu'elle prétend rassembler, la C.G.T. a les moyens de vérifier et de contrôler les prix. Il ne lui manque que la volonté... (Ph. L.O.)

LA polémique sur le truquage officiel des indices d'augmentation des prix a rebondi à la suite de la publication par la C.G.T. de son propre indice qui fait apparaître une augmentation de 9,5 pour cent du coût de la vie en 1971 au lieu de moins de 6 % pour l'Institut de la Statistique (INSEE). La C.F.D.T. a, elle aussi, critiqué l'indice officiel.

En publiant un indice des prix, la C.G.T. a incontestablement marqué un point. Jusqu'alors, les déclarations de l'INSEE sur son « indépendance » et sur le caractère « scientifique » de son indice étaient en effet prises au sérieux par bien des gens qui se voulaient « objectifs » (en particulier au journal Le Monde) **et qui affectaient volontiers de prendre les réactions de la ménagère, qui constatait des hausses bien supérieures à celles des statistiques, pour des impressions « subjectives » et « non scientifiques ».**

L'indice de l'INSEE se veut une moyenne des hausses constatées par l'ensemble des « salariés ». Mais, même en supposant que le travail de l'INSEE soit fait honnêtement, il est bien évident que faire une moyenne entre les dépenses d'un P.D.G. — considéré comme salarié par la statistique — et celles d'un manœuvre ne signifie rien. Il n'y a aucune raison pour que les pauvres subissent la même hausse des prix que les riches. En fait, ce sont les plus pauvres, soumis à des dépenses incompressibles, n'ayant guère la possibilité de discuter, qui subissent les hausses de plein fouet.

L'indice de la C.G.T. veut reconnaître cette réalité. Il ne cherche pas à être une moyenne, mais seulement à refléter la consommation d'un ouvrier professionnel dans la région parisienne. Il est solidement argumenté et étayé de nombreux relevés. Et les communiqués de l'INSEE (irritée qu'on lui conteste sa « science »), qui attaquent la C.G.T. n'ont convaincu personne et le font simplement apparaître un peu plus comme un organisme gouvernemental.

Pourtant, l'indice de la C.G.T. semble présenter lui-même bien des inconvénients, ne serait-ce justement que parce qu'il ne concerne qu'une catégorie bien précise de travailleurs excluant toutes les autres. Et du coup, pour le mois de février, on a pu faire cette étrange constatation que, finalement, l'indice de l'INSEE indiquait une hausse de prix supérieure (très légèrement, mais enfin supérieure tout de même) à celui de la C.G.T.

C'est qu'en effet, faire un indice pour le professionnel parisien, c'est bien. Mais celui de province ? Mais le manœuvre ? Mais le petit retraité dans la misère ? La C.G.T. admet cette objection. Mais c'est pour répondre qu'elle n'a pas les moyens de multiplier de telles études et que ce devrait être le travail... de l'INSEE ! Curieux raisonnement... Après avoir démontré que toute la « science » de cet institut para-gouvernemental n'était que fumisterie, on lui fait confiance pour établir de nouveaux indices, plus objectifs !

« Pas les moyens » de savoir ce que dépensent les travailleurs, la grande C.G.T. avec ses deux millions d'adhérents ? Allons donc ! S'il est un organisme qui a les moyens de contrôler réellement la hausse des prix, c'est bien la plus importante centrale syndicale de ce pays, à condition bien sûr qu'elle fasse appel aux travailleurs qui la composent. Mais la C.G.T. entend se limiter à une polémique polie avec l'INSEE, et nullement mobiliser les travailleurs sur ce problème, par exemple en créant des comités ouvriers de contrôle des prix. Pour cela, il faudrait une volonté de lutter réellement contre le gouvernement et le patronat qui, à la C.G.T., n'existe pas plus sur ce problème que sur les autres.

Jean HAINAUT.

La rénovation de Montparnasse

LE SOURIRE DES REQUINS DE L'IMMOBILIER

LES promoteurs immobiliers sont mal aimés. Pensez-donc ! Certains vont même jusqu'à traiter ces honnêtes citoyens de « requins ». Aussi, ceux de la Tour Maine-Montparnasse lancent l'opération charme.

C'est ainsi que les habitants du quartier ont eu l'honneur de recevoir une lettre ouverte sur papier glacé de la part d'un certain M. Tossan, « directeur général de l'Opération » (sic !).

A Montparnasse, il n'y a pas un parc digne de ce nom ? Heureusement, M. Tossan pense à tout, même à l'environnement. Les heureux habitants du quartier pourront, au milieu des cadres, P.D.G., financiers et autres privilégiés profiter du **« parvis-piétons »** et de la **« vaste terrasse de l'ensemble ».** Puis, pour des sommes encore à définir, ils pourront se détendre au centre « sportif » de la Tour, dans les « saunas », au club « Président » et autres lieux tout à fait populaires.

Il est aberrant de construire un tel ensemble dans un quartier déjà surchargé au centre de l'agglomération parisienne ? Qu'à cela ne tienne. M. Tossan et la Sefri-Cime nous promettent un immense parking souterrain, juste de quoi attirer quelques milliers de voitures de plus et polluer un peu plus l'atmosphère. Mais, comme l'explique élégamment M. Tossan, c'est là le signe **« de la vitalité d'une capitale qui doit s'adapter pour rester elle-même »** ! Quelle profondeur de pensée !

Les gens du quartier pestent contre cette tour qui cache le soleil ? M. Tossan a réponse à tout : **« Nous aurons la chance d'avoir un sommet qui constituera le « record d'Europe ».** Voilà qui consolera certainement tout le monde...

A Montparnasse, les prix grimpent aussi vite que le béton ? Ce n'est encore rien, nous prévient l'aimable M. Tossan : **« Deux grands magasins, quatre-vingts boutiques, un drugstore, des restaurants, sous le signe de la mode et de la Nouvelle Rive Gauche, constitueront dès le printemps 1973, l'un des équipements commerciaux les plus vivants et les plus attractifs de la capitale ».** Vous avez compris, retraités, petits employés, ouvriers, petits commerçants, ménagères ? Vous pourrez déjeuner au drugstore avec le Tout-Paris, porter les habits « Rive Gauche », faire vos courses dans les magasins de luxe et enfin inviter vos petits copains dans des restaurants trois étoiles...

Si vous n'avez pas de quoi vous payer tout cela, vous pourrez toujours aller vous « reloger » en grande banlieue. D'ailleurs, les immeubles de luxe inabordables pour tout salaire inférieur à 3.000 F par mois ne manqueront pas de suivre les promoteurs et les bulldozers...

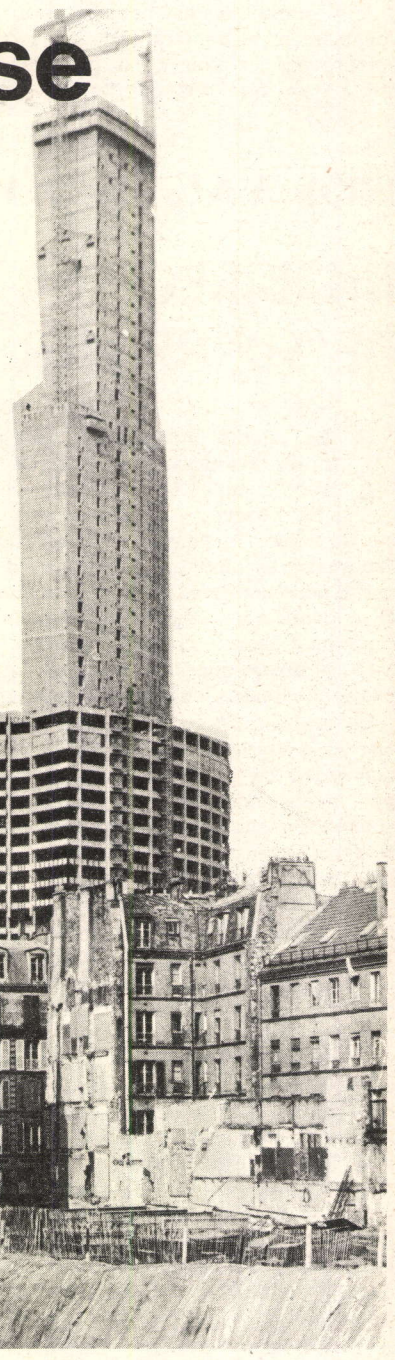
Mais ce sont là pour des gens comme M. Tossan et ses acolytes des « bavures » d'une évolution inévitable. Et il a le culot de terminer sa lettre par cette phrase :

« Notre vœu le plus sincère est que ces aménagements soient pour vous aussi, un facteur de mieux vivre dans un quartier qui doit conserver sa personnalité et sa vitalité. »

Ce n'est pas l'avis des gens du quartier. Interrogée par la télé, une vieille dame a déclaré : **« C'est une honte. Celui qui a imaginé ça, il faudrait le mettre en prison ! ».**

Voilà une réponse claire à Tossan et ses petits amis, les « expropriateurs » en douceur, les requins de l'immobilier, la maffia du fric et du béton !

Correspondant L.O.



Buildings d'affaires et taudis : les deux pôles de l'urbanisme dans la société capitaliste.

C.E.M. (Le Bourget)

La direction licencie un jeune militant C.G.T.

FIDELE à sa politique d'élimination de tout élément jeune et trop combatif à son goût, lors de son départ pour le service militaire, la direction C.E.M. vient à nouveau de licencier un jeune dessinateur, militant actif à la C.G.T., lors de son départ pour le service. C'est en allant chercher sa dernière paie avant son départ que la direction lui notifia oralement son licenciement. Motif : **« Trop dissipé ; rit trop fort ; sa turbulence nuit à la qualité de son travail et à celle de ses collègues ».**

Non contente de son forfait, la direction a essayé de cacher ce licenciement. Elle avait avisé notre camarade oralement et, lorsqu'il s'est fait accompagner des délégués pour demander des explications à ses chefs directs, ceux-ci se défilaient disant ne pas vouloir le reprendre dans leur bureau au retour, mais prétendaient ne pas savoir s'il était licencié. Aucune lettre officielle n'ayant sanctionné ce licenciement, il leur a fallu courir après un représentant de la direction pour avoir la confirmation et le motif du licenciement.

Dès la confirmation du licenciement, tous les collègues de bureau du camarade se mirent en grève pour exiger sa réintégration immédiate. Mais cela se passait le vendredi soir, il fallut attendre le lundi pour organiser une riposte de plus grande envergure. Ses collègues redébrayaient à 10 h et, avec l'aide de quelques délégués, préparaient des affiches et des tracts appelant l'ensemble du personnel à un débrayage à 13 h 45 et à un meeting. Nous nous sommes retrouvés à trois cents dans la cour de l'usine (il y a deux mille salariés environ dans l'entreprise). Notre camarade se trouvant, lui, à la grille, car le gardien chef l'empêchait d'entrer, proposition fut faite de le faire entrer puisque nous refusions son licenciement. Il pénétra donc dans l'usine entouré par les trois cents grévistes malgré les vociférations du gardien chef.

Ensuite, nous nous sommes rendus dans les ateliers où eut lieu un meeting prononcé par deux délégués, l'un C.G.T., l'autre C.F.D.T., dans lequel ils dénoncèrent le licenciement. Ils furent interrompus par l'arrivée du chef du personnel qui hurlait à l'illégalité de ce meeting dans l'atelier et à celle de la présence du jeune dessinateur dans l'usine. Il dut rebrousser chemin sous les sifflets et les huées des grévistes. Comme on le voit, l'ambiance était bonne et les grévistes pas prêts à se laisser intimider. C'est dans cette atmosphère que nous sommes tous montés (trois cents) au bureau de la direction qui, pour une fois, entendit ses quatre vérités. Mais celle-ci ne céda pas pour autant et maintint le licenciement.

Tout le monde retourna à l'atelier. Là, un délégué C.G.T., membre du P.C.F., demanda aux ouvriers de reprendre le travail à 15 h, jugeant que nous n'étions pas assez pour mener la lutte. Les travailleurs du bureau du camarade licencié déclarèrent poursuivre la grève. Ils furent aussitôt suivis par l'ensemble des dessinateurs et par les ouvriers qui ne voyaient pas pourquoi eux reprendraient le travail et abandonneraient les autres.

De nombreux délégués C.G.T. protestèrent également, ce qui obligea le délégué, membre du P.C.F., à revenir sur son attitude. Un défilé dans les ateliers s'organisa alors.

Ce défilé ne fut pas un succès. Devant l'attitude hésitante des responsables syndicaux à laquelle s'ajouta le souvenir de ce qui s'était passé en 1965 où vingt-deux ouvriers dont cinq délégués furent licenciés pour avoir défilé dans l'usine, beaucoup rentrèrent chez eux. Quand le défilé revint, nous n'étions plus que cent vingt. C'est alors qu'un militant du P.C.F. (le même que précédemment) se fâcha. Il demanda aux ouvriers de reprendre le travail déclarant **« qu'ici, on ne ferait pas un nouveau Girosteel, qu'il fallait savoir mener une lutte majoritaire, etc. ».** Cette attitude découragea tout le monde et la dispersion se fit non sans rancune. On entendit çà et là des travailleurs dire qu'il ne fallait plus compter sur eux pour débrayer à nouveau.

Le lendemain, la C.G.T. qui était très divisée sur la poursuite de l'action annula un tract d'appel à une assemblée générale préférant emmener ses militants (une cinquantaine) à une délégation au siège de Paris, délégation qui ne donna aucun résultat. Au retour de Paris, une prise de parole eut lieu à la cantine, mais l'atmosphère n'y était plus, la démobilisation ayant été effectuée la veille.

Cela se vérifia d'ailleurs à l'assemblée générale du surlendemain qui ne rassembla que deux cents personnes à l'appel des deux syndicats. S'il y avait de nouveaux grévistes qui n'avaient pas débrayé lundi, beaucoup de ceux qui avaient débrayé ce jour-là ne bougèrent pas mercredi, découragés par l'attitude des militants du P.C.F. et sachant que ce nouveau mouvement était « un enterrement de première ». Le travail reprit donc et notre camarade n'a pas été réintégré.

Mais, comme l'ont dit certains, le coup a été marqué. Ce licenciement n'est pas passé inaperçu comme l'aurait voulu la direction. C'est la première fois depuis longtemps, à la C.E.M., qu'un licenciement provoque une réaction de cette ampleur. L'attitude timorée et hésitante de certains responsables syndicaux, leur volonté de ne pas aller trop loin dans cette riposte ont démobilisé les plus combatifs.

D'un côté, ce mouvement a permis aux travailleurs de dire à la direction ses quatre vérités, ce qui les a regonflés. De l'autre, il a laissé un sentiment d'écœurement mais aussi d'impuissance face aux appareils syndicaux, aucune autre force n'apparaissant capable, pour le moment, d'offrir d'autres perspectives.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

HOPITAL BROUSSAIS (Paris 14e) :

UN DIRECTEUR ADJOINT QUI TENTE DE SUPPRIMER LES VACANCES

LES agents antillais, qui sont nombreux à l'Assistance Publique, peuvent cumuler leurs congés annuels pour pouvoir passer plusieurs mois aux Antilles. Or, dernièrement, à l'hôpital Broussais, le directeur adjoint s'est permis d'adresser une lettre à plusieurs de ces agents pour leur signifier qu'il leur supprimait leur cumul de l'année 1971 sous prétexte que leur demande n'avait pas été adressée au chef d'établissement.

Le cynisme de ce monsieur n'a d'égal que sa mauvaise foi étant donné que les demandes de cumul passaient toujours par les surveillantes des services sans soulever jusque là aucun problème. Il faut signaler aussi qu'aucune circulaire n'a été faite pour avertir le personnel de ce changement de procédure.

Devant la colère du personnel, une assemblée, convoquée par la C.F.D.T., réunit aussitôt une cinquantaine de personnes qui décidèrent d'aller demander des comptes au directeur. Celui-ci étant absent, ce fut donc l'économe qui passa un mauvais quart d'heure en voyant son bureau envahi par tout ce monde. Il commença donc à en intimider une partie pour les obliger à sortir mais dix personnes refusèrent de quitter le terrain. L'économe, embarrassé, expliqua qu'il fallait attendre la venue du directeur ; il refusa de téléphoner à l'administration centrale, avenue Victoria, et se contenta de prendre note.

Qu'à cela ne tienne, le personnel présent décide de revenir lundi au retour du directeur, un compte rendu est fait à tout le personnel et l'invite à revenir plus nombreux dans le bureau directorial afin d'apprendre à la direction qu'on ne se moque pas impunément des gens.

(Ph. L.O.)

Correspondant L.O.

La vie d'un enfant d'ouvrier ne vaut pas cher

*LE samedi 2 mars, vers 18 h, une petite fille de deux ans et demi, Isabelle Dubois, se faisait écraser près de Port-de-Bouc par le train reliant Fos-sur-Mer à Marseille. Pour les journaux locaux (*Le Soir*) l'affaire ne méritait qu'un entrefilet de sept ou huit lignes en page intérieure. Il faut dire que, le même jour, la saisie de 400 kg d'héroïne emplissait la première page.*

Il faut dire aussi que le lieu de l'accident ne mérite pas de publicité : c'est un de ces campements de caravanes en bordure de la voie ferrée, dans un terrain boueux quand il a plu, comme ces derniers temps. Pour l'édification de ce qui — paraît-il — doit devenir le vaste complexe industriel de Fos-sur-Mer, les constructeurs ont fait venir en grand nombre des travailleurs de toutes les régions de France, avec leurs familles sans se préoccuper le moins du monde de leurs conditions de vie. Ainsi nombre de familles vivent tout simplement dans des caravanes et des campements improvisés, camping forcé qui, surtout en hiver, manque vraiment de charme !

Selon la loi, une ligne de chemin de fer étant la propriété de la SNCF, cette dernière a le droit d'interdire le passage sur son territoire (ce qu'elle fait d'ailleurs), mais elle n'est pas obligée de le clôturer.

C'est ainsi que la petite Isabelle, ayant pu s'échapper du campement, est allée jouer sur la voie et y a trouvé la mort bien que le conducteur du train qui l'avait aperçue ait tout fait pour arrêter le convoi à temps. Par-dessus le marché, toujours selon la loi, c'est sur les parents de l'enfant que retombe la responsabilité de l'accident ; ils auraient dû en effet empêcher leur fille d'aller se faire tuer dans une propriété privée.

Bien entendu, s'il avait existé un terrain municipal assez grand et bien équipé pour accueillir le nombre important de travailleurs en déplacement — ou, plutôt, des logements dignes de ce nom — le risque d'accidents de ce genre aurait été plus limité. Isabelle n'est pas le premier enfant qui se soit fait tuer récemment dans ces conditions. Mais la municipalité « tolère » la constitution de campements sur des terrains privés où tout équipement sanitaire ou autre est le plus souvent inexistant. (Beaucoup de travailleurs du bâtiment construisent des logements alors qu'ils n'ont pas eux-mêmes la possibilité d'être logés décemment).

Après l'accident, la mairie a conseillé au propriétaire du terrain de faire placer un grillage de protection et celui-ci s'est empressé de... demander aux caravaniers de le placer eux-mêmes et d'écarter un peu plus leurs caravanes de la voie ferrée... !

Correspondant L.O.

patrons et bureaucrates contre les libertés ouvrières

NORTON (La Courneuve)

La C.G.C. et la direction s'attaquent aux libertés syndicales au nom... des bonnes manières

LUNDI soir 27 mars, une lettre de la C.G.C., adressée à la direction, était affichée sur tous les panneaux syndicaux. Dans cette lettre, la C.G.C. avertissait la direction que, désormais, le personnel d'encadrement refusait d'avoir tout rapport avec un délégué du personnel C.F.D.T., connu pour ses idées **Lutte Ouvrière,** à cause... de son agressivité.

La section syndicale C.F.D.T. réagit en allant demander des explications à la C.G.C., et la prévint qu'elle considérait cette position comme une entrave aux libertés syndicales. La C.G.C. fit alors machine arrière, prévint qu'elle revenait sur sa position et, mercredi, elle retirait des panneaux syndicaux sa lettre.

Mais la direction sauta sur l'occasion pour écrire à ce délégué une lettre d'avertissement que nous citons in extenso et qui prouve que le ridicule ne tue pas... les patrons tout au moins.

Monsieur,

Nous vous rappelons les termes de notre lettre du 5 août 1971, faisant état des problèmes soulevés par votre interprétation de la fonction de représentant syndical.

Il semblait que vous ayiez fait les efforts souhaités, mais nous constatons, depuis quelques temps, une dégradation de votre attitude.

Durant ces dernières semaines, nous avons à vous reprocher votre comportement dans les cas suivants :

— Le 7 mars 1972, votre attitude vis-à-vis de l'infirmière et du docteur outrepassait les prérogatives de votre fonction qui n'autorisait en rien votre arrogance. Le docteur Watrelot s'est d'ailleurs chargé de vous rappeler quelques principes élémentaires.

A l'occasion d'une communication téléphonique privée, votre responsable d'atelier vous a rappelé l'usage que nous devions faire de nos appareils et, là encore, vous avez fait preuve d'insolence.

— Tout dernièrement, l'ensemble des agents de maîtrise et cadres de l'usine, par l'intermédiaire de leur syndicat, nous ont fait savoir par lettre ouverte la volonté qu'ils avaient de ne pas traiter directement avec vous en raison de votre attitude incorrecte.

(Ph. L.O.)

Vous comprendrez aisément qu'un tel comportement ne nous permettra pas longtemps de maintenir nos relations de personne à personne sans que nous soyons amenés à prendre des sanctions.

Nous vous prions de considérer la présente comme une mise en garde sérieuse et vous comprendrez que la provocation et l'insolence n'ont jamais servi les intérêts de ceux qui y ont recours.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

G. MAGNE,

Directeur de l'usine.

Cette bafouille grotesque, digne d'un maître d'école grincheux, fut immédiatement suivie d'effet. Le jour même, ce délégué se vit reprocher d'avoir été dans un secteur des bureaux, comme il en avait d'ailleurs le droit.

La direction a décidément quelques « bonnes manières » à apprendre des travailleurs.

Correspondant L.O.

RENAULT (Flins)

A quand les miradors ?

Des grilles offensives au grillage défensif, la direction Renault voudrait-elle transformer l'usine en un camp de concentration ? (Ph. U.P.I.)

A Renault-Flins, au lendemain du meurtre d'Overney, la réaction de la direction ne s'est pas fait attendre : elle s'est mise à installer... un grillage autour de l'usine !

Le parc où stationnent les cars du personnel, l'endroit — devant l'entrée de l'usine — où les travailleurs descendent des cars, sont maintenant entourés d'un vaste grillage, qui continue tout autour de l'usine. De lourdes portes en fer peuvent être rapidement fermées, isolant le parc et l'usine du monde extérieur.

Que cherche la direction en installant ce grillage ? Que craint-elle ? Est-ce pour empêcher toute diffusion de tracts par les « gauchistes », car ceux-ci pourront être empêchés d'accéder à l'endroit où les ouvriers descendent des cars ? Est-ce pour pouvoir empêcher les assemblées du personnel de se tenir à cet endroit, comme c'était l'habitude ? Une chose est sûre en tout cas : il s'agit là d'une menace contre tous les travailleurs, et même contre les organisations syndicales, qui pourront être empêchées, elles aussi, de diffuser, ou de tenir meeting lors d'un lock-out, par exemple.

En tout cas, cette réaction de la direction est particulièrement indécente. Après le meurtre d'Overney, on pouvait s'attendre à ce qu'elle s'occupe plutôt de faire le ménage dans les rangs de ses polices privées. Mais les flics et mouchards qui prolifèrent dans l'usine sont toujours aussi actifs. On a même vu le C.D.R. des agents de maîtrise appeler ceux-ci à s'organiser « contre les violences gauchistes » *!*

Les travailleurs de Flins, quant à eux, apprécient de moins en moins cette attitude de la Régie. L'ambiance de l'usine, entre les cadences, le mouchardage et les brimades des chefs, était déjà pénible. Mais avec le grillage en plus, l'usine aura tout du camp de concentration : il ne manque plus que les miradors et les chiens policiers.

Correspondant L.O.

P.T.T. TRI-MONTPARNASSE

Nouvelle exclusion à la C.G.T.

DANS le numéro 186 de notre journal, nous parlions d'un camarade qui avait été exclu de la Commission Exécutive de la C.G.T. pour avoir fait passer une pétition demandant la réintégration d'un travailleur licencié. Depuis, un deuxième camarade a été exclu de la Commission Exécutive.

Que lui reprochent les dirigeants staliniens de la C.G.T. ? Ce qu'ils ne lui ont jamais pardonné, c'est d'avoir dirigé une grève de quatre jours fin octobre 1970 alors que eux travaillaient. Déjà à l'époque, les staliniens avaient parlé de l'exclure puis, finalement, avaient préféré attendre. Mais par-dessus tout, ils lui ont reproché de défendre les idées de Lutte Ouvrière, **en particulier à l'intérieur de la C.G.T.**

Comment s'est passée cette exclusion ? La volonté des dirigeants de la C.G.T. s'était manifestée lors d'une réunion, le 8 mars, où la C.E. avait décidé de l'exclure de ses rangs mais, devant la réaction de notre camarade exigeant que ce soient les syndiqués qui l'avaient élu, c'est-à-dire les syndiqués de sa brigade, qui prennent la décision, les dirigeants décidèrent de convoquer une réunion de syndiqués le 23 mars, « pour éviter qu'il ne fasse du chambard ». Le lendemain, il y eut réunion des camarades de travail de celui qu'on voulait exclure pour leur exposer le problème et les inviter à la réunion du 23. Les syndiqués présents votèrent et ils se prononcèrent à une forte majorité CONTRE L'EXCLUSION : 19 voix contre, 2 pour, et une abstention.

Aussi, les dirigeants staliniens tentèrent une autre manœuvre.

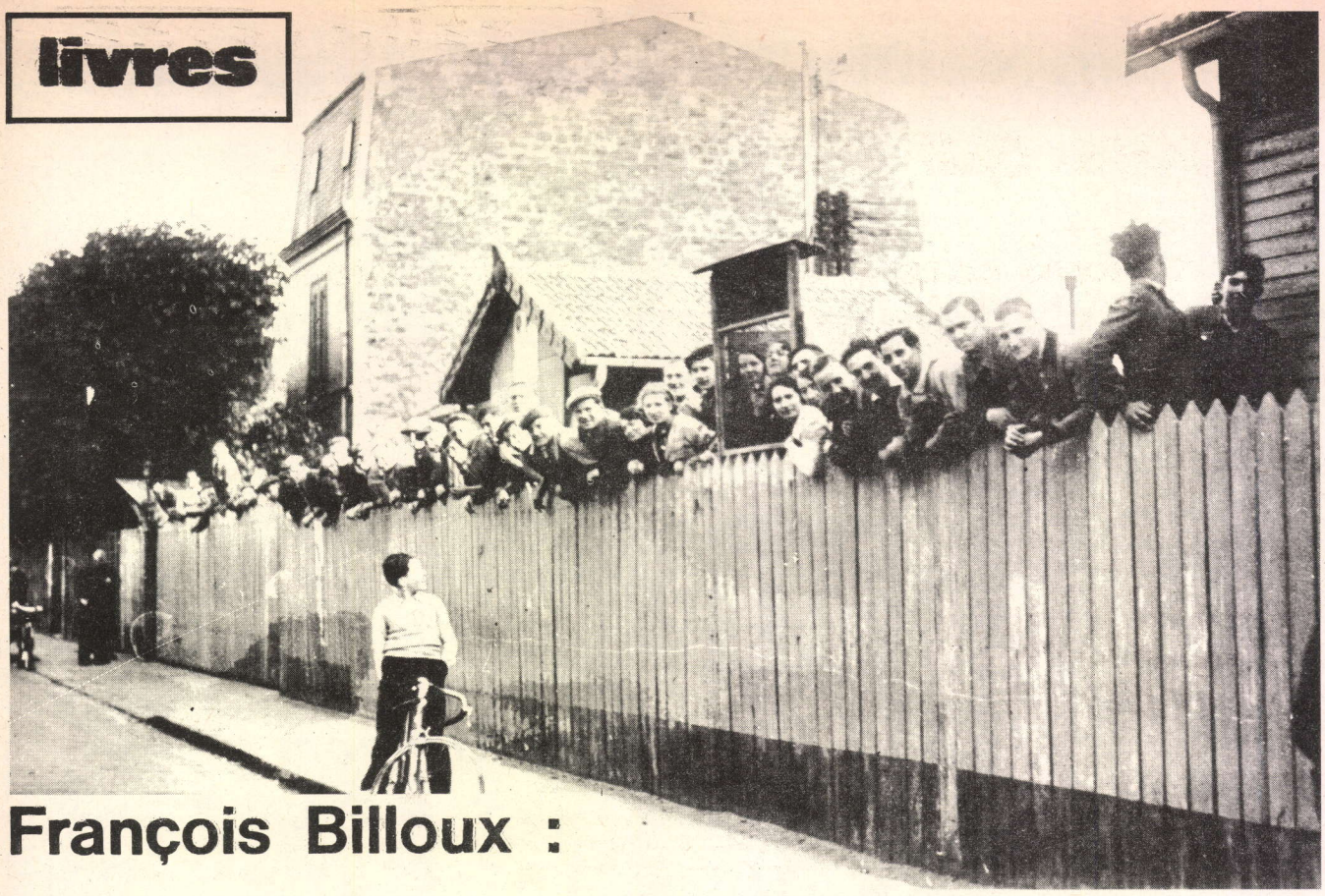
Le 17 mars au matin, une invitation à une réunion prévue sur la cantine et le congrès pour l'après-midi même circulait. C'est au cours de cette réunion que notre camarade fut exclu sans que lui et ses camarades de travail ne soient avertis que la réunion du 17 remplaçait celle prévue le 23. A aucun moment, les dirigeants staliniens ne tinrent compte du vote du 9 mars où ses camarades de travail s'étaient prononcés contre l'exclusion.

A la suite de cela, notre camarade distribua une lettre ouverte de protestation aux syndiqués C.G.T. qui fut très bien accueillie.

Ces méthodes staliniennes ont écœuré bon nombre de travailleurs et provoquent la division du personnel dont seule peut profiter la direction. Mais sans doute l'Administration remerciera-t-elle les dirigeants de la C.G.T. Ne leur demandait-elle pas de «faire le ménage chez eux» lors de délégations où était présent le camarade maintenant exclu ?

Correspondant L.O.

livres



Occupation en juin 1936 (Ph. Viollet)

François Billoux :

“ Quand nous étions ministres ”

POUR accéder aux portefeuilles ministériels, le P.C.F. n'a pas seulement besoins des bulletins de vote de tous les électeurs qui souhaitent « changer de cap », il lui est nécessaire de convaincre la bourgeoisie elle-même de son « honnêteté » vis-à-vis d'elle et de sa capacité à gérer ses affaires.

Le livre de François Billoux, **Quand nous étions ministres,** s'inscrit dans ce cadre-là.

Et il faut reconnaître que rarement démonstration n'aura été aussi convaincante. Au travers de cent quatre-vingt-dix pages, F. Billoux arrive à prouver successivement que le parti n'est plus, depuis 1930, le parti d'opposition qu'il était à ses débuts, que sa non-participation aux gouvernements de cette date à 1943 ne signifiait pas de sa part un refus de principe ; que sa présence au Comité d'Alger puis aux gouvernements de l'après-guerre se fit dans le plus grand respect des engagements pris avec ses partenaires bourgeois et avec le maximum d'efficacité pour le redressement de la France, et qu'enfin, jamais les communistes ne cherchèrent (ce qui est un gage pour l'avenir) à abuser de la confiance que leur accordèrent leurs partenaires, les politiciens bourgeois.

On le voit, de fort belles déclarations de foi que les bourgeois seraient bien bêtes de ne pas comprendre !

Comme le dit Marchais dans sa présentation :

« François Billoux insiste sur la fidélité aux engagements pris, la loyauté politique dont firent preuve les communistes à l'égard de leurs mandants, la classe ouvrière, le peuple dans son ensemble, comme envers leurs partenaires du gouvernement. »

Si l'on considère que le P.C.F. n'avait pas pris, durant la période où il participa au gouvernement, plus d'engagements envers la classe ouvrière qu'il n'en a pris dans son tout récent programme, et si l'on se rappelle que les partenaires au gouvernement n'étaient autres que des représentants de la bourgeoisie (Billoux le dit lui-même), il faut bien en conclure que cette phrase est avant tout une déclaration de **« loyauté politique »** envers la bourgeoisie. D'ailleurs, comme nous avertit Marchais, Billoux va se charger tout au long de son ouvrage d'insister sur cet aspect.

Le parti réclame des places...

Et de fait, dans son introduction, celui-ci essaye tout d'abord de montrer à quel point cette place au gouverment que le P.C.F. réclame lui est due, et cela depuis longtemps. En fait, depuis 1930 :

« De parti d'opposition qu'il était depuis 1920, le Parti Communiste Français allait devenir à partir des années 1930 un parti ayant sa place au gouvernement. »

La « justification » qu'il fournit de ce revirement est l'attitude « nationale » du parti face au fascisme.

A ceux qui s'étonnent alors de ne pas voir le P.C.F. participer à un gouvernement de Front Populaire, à ceux qui osent prétendre **« que l'attitude du P.C.F. releva alors de la duplicité ou du refus de prendre ses responsabilités »,** le parti répond vertement et avec indignation : **« La session du Comité Central décida d'apporter un soutien complet et sans éclipse au gouvernement Léon Blum ».** Et il montre que ce ne sont pas là paroles en l'air :

« Chaque fois que le gouvernement du Front Populaire rencontra des difficultés, le parti prit nettement position. Il souligna, par exemple, en face de certains dirigeants socialistes influencés par le trotskysme, que tout n'était pas possible, ainsi qu'ils le prétendaient. » Et pour être plus précis : **« le parti engagea les travailleurs à savoir terminer une grève lorsque les revendications essentielles avaient abouti ».**

...en obtient...

Dans la première partie de l'ouvrage, intitulée **« Pourquoi et comment les communistes sont entrés au gouvernement en avril 1944 et y sont restés jusqu'en mai 1947 »,** Billoux justifie l'entrée des communistes aux gouvernements par le rôle que joue le P.C.F. dans la lutte patriotique contre l'ennemi.

Quand Billoux prétend que **« De Gaulle ressentait la nécessité d'avoir des communistes dans son gouvernement le jour de la libération de la France »,** il oublie de préciser que De Gaulle en ressentait la nécessité parce qu'il savait que seuls les ministres « communistes » auraient l'audience nécessaire pour empêcher des « désordres » à la « Libération ». Il l'a écrit dans ses mémoires, et les faits ont bien prouvé qu'il ne s'était, hélas, pas trompé...

Pour accéder au gouvernement, il faut savoir briser les grèves

Thorez en 1946 (Ph. Viollet)

...et justifie sa présence...

Dans sa seconde partie, Billoux passe en revue **« le plan des ministres communistes ».**

Ces chapitres constituent une apologie de l'œuvre accomplie dans **« La Renaissance de la France »,** œuvre à laquelle les communistes participèrent **« à part entière »** et qui permet à Billoux d'attaquer **« ceux qui parlent volontiers à tort et à travers des garanties à demander aux communistes** [alors qu'ils] **devraient bien de pas omettre l'exemple et la référence à ces années où des communistes étaient au gouvernement et furent strictement fidèles à l'engagement commun d'appliquer le programme du C.N.R. Il leur serait difficile — pour ne pas dire impossible — de relever un seul acte accompli en dehors de ce programme ! ».**

Est-il besoin de rappeler que ce fameux C.N.R. (Conseil National de la Résistance) était présidé par Georges Bidault et représentait la politique de la bourgeoisie gaulliste et « résistante » face à celle collaborationniste des pétainistes.

Dans la **« Bataille pour les réparations »,** les communistes furent bien sûr là aussi les meilleurs, les plus intransigeants : **« Un ministre communiste n'aurait pas cédé aux pressions américano-anglaises pour abandonner les réparations dues par l'Allemagne à la France »...** autrement dit, il fallait faire payer les travailleurs allemands pour le redressement des bourgeois français. Quel ministre ouvertement bourgeois eut-il pu faire mieux ?

Dans la participation à la **« Grande épopée de la production »,** comme à celle de la **« Bataille des nationalisations »** ou à la **« Bataille pour une armée nouvelle »,** à chaque fois le parti apparaît non seulement le meilleur, le plus fort, mais aussi le plus conscient des intérêts bien compris de la nation française, c'est-à-dire de la bourgeoisie française, toujours en place, et bien en place.

On y apprend au hasard de la lecture que les plans de nationalisation n'étaient nullement révolutionnaires puisqu' **« aucun ministre ne s'y opposât »,** que Juin, lui-même, **« alors chef de l'état-major général de la Défense nationale »,** indiquait **« que si l'on donnait la direction de la Défense nationale aux communistes, ceux-ci ne tarderaient pas, par leur dynamisme et la logique de leur conception, à rallier la plus grande partie des officiers, soucieux d'avoir une véritable armée moderne ».**

...par son efficacité à gérer les affaires de la bourgeoisie !

Dans sa troisième partie **« Comment et avec qui travaillaient les ministres communistes ? »** et sa conclusion, F. Billoux s'attache à montrer cette fois à quel point les méthodes du parti sont efficaces.

Efficaces car capables de mobiliser les masses... pour les mettre au travail. Efficace mais sans danger car **« la méthode consistant à s'appuyer directement sur la population, à être en contact permanent avec elle, à tout faire en collaboration étroite avec les organisations démocratiques et syndicales, ne met nullement en cause le rôle des assemblées élues, depuis les conseils municipaux jusqu'au Parlement, bien au contraire ».**

Il faut lire **Quand nous étions ministres** non pas seulement par l'image que ce livre nous donne du passé, mais par ce qu'il indique pour l'avenir. Le P.C.F. postule au poste de « gérant loyal des affaires de la bourgeoisie », et il envoie son « curriculum vitae ». A le lire, les bourgeois peuvent être rassurés, quant aux travailleurs, ils n'ont pas lieu de l'être.

Alain MARQUET.

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

Les six roues d'un camion

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure **" est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

De la découverte des applications de la gomme de l'hévéa, au développement de l'industrie du pneumatique, Le bois qui pleure **brosse une vaste fresque d'un siècle d'histoire autour de ce personnage central : le caoutchouc.**

La nouvelle précédente « L'essai », nous emmenait en Allemagne nazie, dans une fabrique de l'I.G. Farben, où un technicien anti-fasciste sabotait la fabrication du caoutchouc synthétique, le « Buna-S ».

« Les six roues d'un camion » nous entraîne maintenant dans le désert de Libye. Le camion n° 3, conduit par les soldats Pfungst et Buchholz, appartient à un convoi qui transporte du matériel vers le front. Un de ses pneus, en caoutchouc synthétique, a éclaté.

Sous la bâche du camion régnait une odeur d'huile et de pneu, épaisse et lourde ; le petit disque brillant de la torche de Toni se promenait sur des rangées très ordonnées de petits flacons de carton pleins d'huile, de piles noires de pneus, enroulés comme des boas bien nourris, de bidons et de boîtes de fer-blanc, contenant de l'eau pour les radiateurs. Pfungst, pendant une seconde vertigineuse, vit des cercles rouges, verts et jaunes danser devant ses yeux. Jusqu'au moment où il aperçut les bidons d'eau, il n'avait pas su à quel point il avait soif.

— Contemplez, dit Toni, qui orienta sa lampe sur les bidons. Il en sortit un : Piper Heidsieck, Extra Dry. En voici un autre : Liebfrauenmilch, Kirschenstück, année 1921, la meilleure, dit-il. Donne-moi ta gamelle.

Pfungst la décrocha de sa ceinture, le glou-glou de l'eau le fit presque pleurer. Mordant le sable de ses dents, il écrasa son mégot et le fourra dans la poche de sa veste. Puis, saisissant sa gamelle à deux mains, il commença à boire.

— Doucement, doucement, dit Toni. Ne bois pas si vite, mon vieux, tu vas te rendre malade.

— Et garde-le à l'intérieur de ta peau, dit Buchholz d'un air supérieur. Ne t'en vas pas le pisser dans le sable ou le transpirer tout de suite. Au moment où il prononçait ces paroles, la sueur perla sur le front de Pfungst, à travers la croûte de poussière. Buchholz en fut dégoûté. Il but à son tour, et remplit la moitié de son bidon, avec une certaine répugnance, parce que cela n'était pas réglementaire. Il ne savait pourquoi, mais cette orgie d'eau tiède, huileuse et d'un goût atroce, volée à la réserve de camions, lui faisait l'effet d'une débauche secrète et défendue.

— Bon, signe le reçu pour le pneu et allons-nous en, dit Toni. Tout le plaisir a été pour moi, croyez-le. Et toujours à votre service, messieurs.

— Ne crois-tu pas que tu pourrais nous donner un autre pneu de rechange ? demanda Pfungst, qui se sentait mieux et recommençait à se préoccuper de son camion.

— Certainement pas, dit Toni. Pensez-vous que j'ai une mine de caoutchouc synthétique ? Je commence à être à court de pneus à l'heure qu'il est.

— Mais si nous crevons encore une fois...

— Vous ne crèverez pas, dit Toni. Vous avez atteint la limite permise.

Comme ils s'en retournaient à leur camion, ils entendirent le bruit d'une explosion, quelque part dans le désert, assez lointaine, quoique violente. Buchholz s'arrêta un instant pour écouter, mais Pfungst continua son chemin. Une mine qui éclate était quelque chose de tellement courant qu'il pouvait bien ne pas l'avoir entendue.

— Cette fois, nous savons quelle direction prendre, dit Buchholz. Il était heureux que quelque chose ait brisé le silence qui les entourait. Il crut de nouveau percevoir au loin le ronronnement du convoi. Le camion de Toni démarra et, tournant brusquement vers le nord, fit chanter ses vitesses pour redescendre ensuite la dune la plus proche. Pfungst empoigna le volant, et bientôt, des milliers d'aiguilles de sable criblèrent la peau de leur visage.

Ils se sentaient beaucoup mieux, ils se sentaient très bien même. Après avoir bu de cette eau huileuse, ils ne se demandaient plus combien de temps allait encore durer cette guerre, comme il leur arrivait parfois de le faire, lorsqu'ils avaient faim ou soif, ou qu'ils étaient fatigués ou qu'ils s'étaient égarés. Demain, après avoir livré leur chargement d'obus à la ligne de feu, ils iraient boire, se raser, nager, dormir et battre l'ennemi. Demain.

Ce n'est que lorsqu'ils furent victimes d'une nouvelle crevaison qu'ils recommencèrent à se sentir mal.

Pendant vingt minutes, tout avait bien marché dans le convoi n° 11, puis le camion n° 5 avait eu des ennuis. Cette fois, le major Kranich ordonna une halte et se rendit lui-même, très en colère, sur les lieux de l'accident. C'était un axe cassé, et il n'y avait rien d'autre à faire que d'abandonner le véhicule.

— Que les camions 1, 2 et 6 partent en avant en diminuant l'allure. Abandonnez le n° 5, et transférez sa cargaison sur le 3 et le 4, ordonna le major.

— Herr Major, le n° 3 n'a pas encore rejoint l'unité, répondit le lieutenant Kranz.

— Alors, arrêtez le convoi et que tous les hommes déchargent les obus du camion 5 et les répartissent sur les autres camions aussi rapidement que possible, dit le major. En tout cas, autant qu'il peut en être transporté dans l'espace de dix minutes, ajouta-t-il. Le major, comme le soldat Pfungst, n'aimait pas prendre de décisions ; il aimait suivre un plan net, bien établi, mais ce qu'il préférait surtout, c'était se battre. L'organisation d'une colonne de ravitaillement était une tâche qui le déroutait et l'empoisonnait au-delà de toute expression.

— Il est trois heures moins dix, Herr Major, dit le lieutenant von Stetten, en nettoyant le sable de ses lunettes après un regard de ses yeux enflammés sur son bracelet-montre. Me permettez-vous d'émettre l'opinion qu'il serait préférable d'abandonner les obus et de ne pas perdre de temps à les transborder.

— Non, je ne le pense pas, lieutenant von Stetten, répliqua sèchement le major. Ce chargement d'obus de 12,5 pouvait décider du succès de la bataille du lendemain.

— Cependant, une attaque aérienne reste possible avant l'aube, et l'on nous a fait observer qu'une perte de matériel valait mieux qu'une perte de temps, dit le lieutenant von Stetten, maudissant pour la millième fois ce boulet de plomb auquel on l'avait enchaîné.

— Je ne reçois d'ordres de personne, c'est moi qui les donne, trancha le major, et le lieutenant, avec un haussement d'épaules, transmit les instructions. Le major se promenait de long en large de la ligne du convoi. Il fumait et réfléchissait. Il n'était pas content et se sentait victime d'une injustice. Mener six camions à travers le désert, sans devoir livrer la moindre bataille, lui paraissait une tâche indigne de lui. Il fallait cependant avouer qu'il n'arrivait pas à la mener à bien. Au lieu de six camions, il n'en avait plus que quatre ; au lieu d'une vitesse moyenne de 40 km, son convoi ne faisait que du vingt à l'heure ; et de plus, il n'avait pu garder le contact avec les autres unités. Le major s'éloigna des camions où régnait une activité désordonnée. Tandis qu'il cherchait un point de repère dans l'obscurité sans fin du désert, le vent froid, soufflant à travers son manteau, rabattait sur son visage les extrémités de son cache-nez.

— Les dix minutes sont passées, dit von Stetten qui avait surgi à ses côtés. Dois-je donner l'ordre du départ ?

— Tout est rechargé ?

— Il reste encore environ 250 obus.

Le major soupira et réfléchit.

— Si je donne aux hommes deux minutes de plus, croyez-vous qu'on pourra les emmener aussi.

— Oui, je le crois, Herr Major, mais...

— Eh bien donc, qu'ils le fassent !

— Herr Major, j'insiste...

— Ne gaspillons pas ces deux minutes, dit le major, qui alla lui-même vers les hommes pour leur adresser quelques mots d'encouragement. Les soldats avaient formé une chaîne, se passant les obus aussi délicatement que s'il s'était agi de nouveaunés. Le major constata avec satisfaction que leur allure s'était accélérée après qu'il leur eût parlé. Finalement, le lieutenant Kranz rendit compte que tout était prêt, et qu'ils pouvaient repartir. Le major remonta en voiture, très soulagé.

— Faisons un peu de vitesse, à présent, dit-il à von Stetten qui boudait à côté de lui, le menton enterré dans son col relevé.

— Quelle heure est-il ?

— Trois heures douze, Herr Major.

— Combien de kilomètres encore ?

— Entre soixante-dix et quatre-vingts, Herr Major.

— C'est bien simple, il faut qu'on les fasse en une heure et demie, von Stetten, dit le major. Funke, il faut que nous accélérions un peu.

FEUILLETON

— Jawohl, Herr Major, dit le chauffeur.

Il était trois heures vingt quand la catastrophe s'abattit sur le camion n° 1. Il avait courageusement essayé de garder la distance derrière la voiture d'Etat-Major qui filait en tête du convoi à 55 kilomètres à l'heure... beaucoup trop vite pour le terrain accidenté sur lequel ils roulaient. On entendit la détonation, et le sifflement d'un pneu qui éclatait ; le camion bondit, culbuta, perdit contact avec le sol, fut projeté par-dessus la crête d'un rocher ensablé et, se retournant, disparut dans l'immense nuage que sa chute avait soulevé. Il ne s'était pas plutôt affaissé, écrasé, que la première flamme, mince et longue comme un lame, avait surgi, et le nuage de sable tourné au rose, au jaune et au rouge.

A cet instant critique, le lieutenant von Stetten prit résolument le commandement à la place de son supérieur désarmé et sans réaction. En l'espace de quelques secondes, il avait fait dévier les restes du convoi hors de la portée du dangereux véhicule. Les hommes eux-mêmes savaient le risque qu'ils couraient à rester dans le voisinage d'un camion en feu chargé d'obus. Les camions se dispersèrent dans toutes les directions, à des allures désespérées. Ainsi, il n'y eut qu'un motocycliste de tué quand les projectiles commencèrent à éclater. La première explosion déclencha une cascade de bruit et de feu, et fut suivie d'un chapelet de détonations isolées. Silencieusement, les officiers et les hommes du convoi contemplaient le spectacle. Une immense étendue de désert s'était soudain découverte à leurs yeux. Des vagues et des vagues de sable et de rochers, avec quelques misérables îlots de buissons rabougris qu. semblaient naviguer parmi les lueurs brunes, rouges et jaunes que projetait le feu, et les sombres silhouettes de camions abandonnés et de chars d'assaut, victimes de précédentes batailles, d'accidents, de désastres ou de retraites. Examinant froidement la boussole à la lumière ininterrompue des flammes, le lieutenant von Stetten recherchait un nouveau parcours pour le convoi. Il s'agissait de s'éloigner de ces feux d'artifice qui offraient une trop belle cible aux patrouilles ennemies. La petite voiture grise du lieutenant Kranz courait en tous sens, fidèle berger s'efforçant de reconstituer la ligne brisée du convoi et de lui redonner une apparence d'ordre. Von Stetten, debout dans la voiture, hurlait ses ordres au chauffeur Funke, pour qu'il les conduisît hors du halo de lumière, loin des bruits d'explosion, des craquements, des détonations, des sifflements et des pétarades.

— Mais les hommes... dit le major Kranich.

— Quels hommes, Herr Major ?

— Les deux du camion 1, dit lamentablement le major.

— J'ai bien peur qu'il n'en reste plus grand-chose, répondit froidement von Stetten. Nous devons continuer.

— Stoppe la voiture, Funke, dit le major.

— Ne t'arrête pas maintenant, Funke, dit von Stetten, et la voiture continua de rouler.

— C'est incroyable, murmura le major. Inouï, incroyable. C'est de l'insubordination, pensa-t-il, furieux et désorienté, c'est un cas flagrant d'insubordination ! Si c'est ça le genre d'obéissance et de discipline que l'on inculque aujourd'hui aux jeunes officiers, l'armée allemande est fichue. Je vous ferai passer en cour martiale, se dit-il en colère, mais il n'articula pas cette menace. En 1917, à l'Hartmannsweilerkopf, il avait rampé à travers le no man's land sous le feu de l'artillerie française pour ramener son sergent blessé jusqu'à leur abri. Tandis qu'ils s'éloignaient de plus en plus du lieu du sinistre, à une allure prudente mais régulière, von Stetten parut comprendre le drame qui se jouait dans l'esprit du major, car il lui dit, presque gentiment :

— Il faudrait patienter une heure au moins avant que ce camion soit complètement brûlé et que nous puissions aller chercher quoi que ce soit parmi ses décombres. Mais nous ne pouvons pas attendre tout ce temps-là, Herr Major. Je suis content que vous ayez décidé d'abandonner ces trois hommes plutôt que de perdre tout le convoi.

Le major ne répondit pas, mais continua à ruminer dans son coin.

— Comment est-ce arrivé ? s'enquit-il, beaucoup plus tard, quand la dernière lueur de l'incendie eût disparu derrière les dunes.

— Un simple éclatement de pneu, comme les précédents.

Le major réfléchit longuement, puis :

— Sabotage ? demanda-t-il enfin.

— Ce mot n'existe pas dans le vocabulaire du Troisième Reich, répondit sèchement von Stetten.

— Mon cher lieutenant, j'étais dans l'armée en 1917 et 1918. Je connais les symptômes d'une telle maladie, je les connais, je sais de quoi je parle.

Il est temps que tu te fasses mettre à la retraite, pensa le lieutenant, tu es un dangereux fossile, toi et ceux de ton espèce.

A quatre heures vingt, il n'y eut plus de doute pour personne que le détachement numéro onze avait perdu son chemin dans le désert et n'arriverait pas à Fort Capuzzo avant le jour. Il ne restait que trois camions, les numéros deux, quatre et six, et parmi eux, le quatre ne roulait que sur cinq roues. Le motocycliste survivant était parti en éclaireur dans l'espoir de retrouver les autres éléments du convoi, mais il n'était pas revenu. Le lieutenant Kranz avait reçu les mêmes ordres, et quitté le détachement dans sa petite voiture d'Etat-Major qui avait pris une autre direction. Il avait disparu, enveloppé dans son nuage de poussière, avec une certaine ardeur et même de la gaieté, parce que cette petite mission n'était pas sans danger, et qu'elle faisait diversion au train-train désespérant du convoi auquel il était enchaîné. Les hommes étaient fatigués, mornes et tristes, de cette tristesse qui dort au fond de l'âme allemande, toujours prête à se réveiller dans les moments difficiles, et à submerger toute espérance de sa vague noire. Ce n'est qu'en surface que les Allemands sont bravaches et vantards et se donnent des airs de brutalité victorieuse, car cette nation porte en elle le souvenir de trop de batailles qui s'achevèrent par la défaite. Il est connu que les bonnes nouvelles les laissent toujours sceptiques, mais qu'ils acceptent très volontiers de croire le messager qui leur annonce un désastre.

Le major, conscient du mauvais moral qui régnait dans son unité, ordonna à ses hommes de chanter. Cette décision était légèrement ridicule, le chœur formé par les équipages des trois camions rescapés avait l'allure d'une performance de fantômes, et accusait encore l'impression du désastre. La lune avait quitté le ciel et l'air commençait à changer. Le vent était tombé, il faiblissait toujours, peu avant le lever du soleil, et quoiqu'il fît encore noir, l'obscurité s'était atténuée et les objets invisibles devenaient peu à peu visibles. Il y avait des traces dans le sable, toutes fraîches, puisqu'elles n'avaient pas encore été effacées par le vent. Les crêtes des rides, sur le désert, se dessinaient l'une après l'autre, comme les vagues d'une mer agitée. Dans la solitude infinie de la route, ils perçurent soudain les grincements d'un camion qui dévalait dans les trous, puis remontait l'obstacle. Personne, dans le détachement onze, n'attendait le retour du lieutenant Kranz. Mais tout à coup, sa petite voiture déboucha des ténèbres comme une comète sans feu, avec sa queue de poussière brune, et fonça dans leur direction à travers les gris sombres et les noirs légers de la nuit évanescente. Derrière elle avançait le camion numéro trois, plus lentement, et dans un grand vacarme de ferraille ; il avait l'air de ramper comme un scarabée qui aurait perdu quelques pattes dans une malheureuse aventure.

(à suivre)

cinéma

La guerre d'Algérie
d'Yves Courrières

C'EST la guerre d'Algérie revue ou plutôt vue au travers de bandes d'actualités dont bon nombre sont inédites. Et la sale guerre, la guerre qui n'a jamais osé dire son nom, se déroule là devant nos yeux et nul ne peut plus nier la réalité de ce qu'il voit. Et les mensonges de la presse, les silences complices, les apaisements hypocrites des hommes politiques, le bourrage de crâne, les calomnies, bref tout ce qui constituait pour les Français de la métropole « l'information » sur la guerre d'Algérie, tout cela a posteriori apparaît encore plus écœurant, encore plus révoltant.

Oui, pour la première fois, le film d'Yves Courrières nous montre la guerre et rien que pour cela, il faudrait aller le voir. Il constitue un témoignage accablant pour la politique de la IV[e] et de la V[e] République. Le film est construit chronologiquement.

De la Toussaint 1954 aux accords d'Evian, c'est la lutte de quelques hommes d'abord, puis de tout un peuple, et la répression sauvage. Ce sont les déclarations de Mitterrand : **« l'Algérie, c'est la France »**, de Guy Mollet : **« il n'y a pas de torture en Algérie, ce serait des méthodes indignes de la France »**, au moment même où, à Alger, un ordre du jour de Bigeard rappelle qu'il ne faut pas hésiter à employer **« ces moyens bien connus qui nous répugnent »**. Il y a surtout le fameux **« je vous ai compris »** du général De Gaulle et l'extraordinaire confusion du 13 mai.

La politique française tient une large part dans ce film, trop large sans doute. Mais on voit aussi les ratonnades, la différence d'attitude de la police selon qu'elle a affaire à la droite ou à la gauche, à des Pieds-Noirs ou à des musulmans. On voit Charonne et les manifestations algériennes d'octobre 1961.

Et puis la folie meurtrière de l'OAS qui vise à creuser un fossé de sang entre les deux communautés afin d'empêcher le maintien des Pieds-Noirs en Algérie, et de disposer d'une masse de manœuvre en France quand ils seront forcés de s'y établir.

Une grande partie du film est consacrée aux Pieds-Noirs. à leurs incompréhensions, « l'indépendance, c'est une idée que l'on a fabriquée à Paris », dit sans rire l'un d'eux, leurs espoirs, leurs illusions, leurs colères et puis le désenchantement et le film s'achève sur la vision d'un bateau qui s'éloigne d'Algérie avec sa cargaison de petits Blancs perdus, décomposés, le regard chargé de regrets et, manifestement, ne comprenant toujours pas ce qui leur arrive.

Pour tout cela et pour bien d'autres choses encore, il faut aller voir le film d'Yves Courrières malgré ses défauts, car il y en a.

D'abord, le film de Courrières raconte la guerre sans esquisser la moindre explication. On a l'impression d'assister à une suite de bourdes inimaginables, d'hésitations, d'incompréhension, de bêtise et de lâcheté de tel ou tel homme politique, ou plutôt de tel système politique. On ne voit pas le fil qui relie ces « gaffes invraisemblables », on ne voit pas qu'elles expriment le plus souvent l'impasse d'une seule et même politique. Encore moins arrive-t-on à trouver la logique qui existait dans la politique apparemment contradictoire de De Gaulle qui commence par crier « vive l'Algérie française » pour parler d'autodétermination au moment même où militairement la « rébellion » (c'est le nom que l'on donnait à la lutte du peuple algérien) semble sinon maîtrisée, du moins contenue et durement touchée.

Il est vrai qu'Yves Courrières n'a pas voulu faire un film politique et qu'il s'est contenté de faire parler les documents qu'il a recueillis, c'est pourquoi l'histoire qu'il raconte c'est l'histoire circonstantielle avec parfois même les commentaires et les explications officielles. Personne ne peut lui reprocher de ne pas avoir fait d'analyse politique ; pourtant cela manque et les jeunes qui vont voir ce film aujourd'hui, dix ans après, ont du mal à démêler, dans l'écheveau compliqué des événements et des politiques, les grandes lignes de force de la période.

Enfin, le film raconte surtout l'histoire de la guerre d'Algérie vue du côté français. L'absence de documents du côté algérien explique bien des choses mais pas tout. L'auteur montre bien les raisons profondes qui firent que le peuple algérien se révolta, mais les Algériens n'y retrouveront guère ce qui fit leur lutte, leur soif de dignité, leurs espoirs, leurs angoisses. Le film s'adresse d'abord à un public français bien que l'image qu'il donne de la politique française soit peu ragoûtante et tristement réelle.

Malgré cela, la guerre d'Algérie est un film passionnant. Il fallait le faire. Il faut le voir.

P.L. B.

Les galets d'Etretat
de Sergio Gobi

UNE histoire de grands sentiments dans le monde doré de ce qu'on appelle la bonne société : violée un soir d'orage par un coureur automobile célèbre, une jeune esthéticienne autoritaire et indépendante prend goût aux manières de son Don Juan d'un soir, et s'attache à ses pas. Et c'est alors un chassé-croisé de courses et de fuites entre la belle et le coureur qui nous conduit jusqu'à Etretat, où tout est bien qui finit bien.

Pour se vouloir romantique, le film n'en est pas moins inintéressant, souvent long et ennuyeux. Heureusement que les paysages d'Etretat viennent, sur la fin, nous apporter une bouffée de fraîcheur après les milieux calfeutrés dans lesquels évoluent les deux héros. Heureusement aussi que Virna Lisi, très belle, se défend bien dans son rôle peu enthousiasmant.

L.P.

TÉLÉVISION :
SÉLECTION DE LA SEMAINE

MERCREDI 19 AVRIL

2[e] CHAINE, 20 h 30 :
« Les Dossiers de l'écran »
« La Beauté du Diable », *un film de René Clair avec Michel Simon et Gérard Philippe.*
Excellent film que l'on reverra avec plaisir. Le débat qui suivra le thème « Quand l'homme croyait encore au Diable et à la Magie » ne sera pas forcément passionnant.
1[re] CHAINE, 21 h 25 :
« En direct de Bobino ».
Guy Béart.

JEUDI 20 AVRIL

2[e] CHAINE, 20 h 30
Pot Bouille *d'après Emile Zola (5[e] épisode).*

VENDREDI 21 AVRIL

1[re] CHAINE, 20 h 30 :
« Quand la ville dort » *un film de John Huston.*
1[re] CHAINE, 20 h 30 :
La bataille de Stalingrad.
Débat avec des témoins russes et allemands de cette bataille.

GIROSTEEL
(Le Bourget)

UNE VICTOIRE COLLECTIVE DE 10 SEMAINES DE GRÈVE

Plus parlant que tout commentaire, nous publions le tract du Comité de grève diffusé à 15.000 exemplaires dans les principales entreprises de la Seine-Saint-Denis :

Après dix semaines de grève, nous, grévistes de Girosteel, allons reprendre le travail lundi 17 avril, conscients d'avoir fait reculer notre patron.

En effet, alors que la direction, non seulement ne voulait rien lâcher, mais encore voulait licencier plusieurs dizaines de grévistes, elle a été obligée de concéder les revendications suivantes :

— aucun licenciement pour fait de grève, toutes les sanctions sont annulées ;

— augmentation des salaires :

— de 3 % au 1er mars avec un minimum de 0 F 20 de l'heure ;

— de 0 F 10 de l'heure au 1er avril 1972 ;

— de 2 % avec un minimum de 0 F 15 de l'heure au 1er octobre 1972.

En plus, une clause de sauvegarde est prévue en cas d'augmentation du coût de la vie ;

— d'autre part, augmentation de la prime de production de 6 % (ce qui correspondant à peu près à 1,5 % d'augmentation sur le salaire de base) ;

— il ne sera pas tenu compte de l'absence due à la grève pour le calcul de la durée et de l'indemnité de congés payés ;

— treizième mois sur la base de 173 h 33 à partir de 1973 pour tous les ouvriers ayant trois ans d'ancienneté ;

— enfin, la direction a accordé la liberté pour les délégués de se déplacer librement dans et hors de l'entreprise, droit qu'elle refusait jusqu'à ce jour.

En fait, nous avons arraché une augmentation d'environ 60 centimes de l'heure pour l'année, sans compter le treizième mois et les quatre jours de congés payés qu'on aurait pu nous faire sauter.

Ce ne sont pas les 1 F de l'heure que nous réclamions, mais cela s'en approche, et dans le contexte où nous étions, nous pensons avoir fait le maximum.

Mais notre victoire, c'est avant tout la victoire de tous les travailleurs qui, dans toutes les entreprises, ont cru à notre combat, ont cru à la possibilité que nous avions de vaincre.

Car, sans vous, sans la solidarité agissante de milliers de salariés, nous n'aurions pas pu résister. L'argent des travailleurs nous a permis de toucher 2.200 F par gréviste pour les soixante-neuf jours de grève pendant lesquels nous avons résisté. Mais peut-être aussi important que le soutien financier, le soutien moral que cette aide a représenté pour nous a été inestimable.

Notre grève, certes, n'a pas été un conflit national groupant des milliers d'ouvriers ; mais nous savons qu'à l'heure actuelle, en France, à Saint-Brieuc, dans l'Est, comme ailleurs encore, la classe ouvrière mène de durs combats. Nous, nous n'étions que dans une petite entreprise, mais nous savons que notre détermination à vaincre est le reflet de la volonté de l'ensemble des travailleurs qui ont soutenu notre lutte.

Nous venons de montrer qu'il n'y a qu'un combat dur qui peut faire céder les patrons. Et c'est en cela que notre victoire est une victoire pour tous les travailleurs.

Notre lutte est la preuve que la détermination morale des ouvriers est l'outil principal des victoires. Bien sûr, les résultats matériels sont importants, mais encore plus important serait l'encouragement à entrer en lutte que nous pourrions donner aux camarades des différentes entreprises.

Nous l'avions écrit sur notre tract précédent, les ouvriers qui se battent ont toujours raison de le faire. Vous avez été des milliers à penser comme nous. Et c'est grâce à cette pensée que la lutte est toujours possible, toujours préférable à la résignation, grâce à cette espérance, à cette volonté collective que nous avons pu vaincre.

Ce ne sont pas les quelques dizaines que nous sommes qui sortent vainqueurs de ce combat, ce sont les milliers que nous sommes ensemble. Que ceux qui n'ont pas cru à notre victoire, qui ont tendu l'oreille vers le pessimisme y réfléchissent.

Notre patron avait cru nous asphyxier, nous démoraliser ; il avait cherché et obtenu l'aide du Groupe Patronal de la Métallurgie. La solidarité ouvrière a brisé cette manœuvre.

Avant de reprendre, nous avons voulu prendre le temps de vous expliquer ces quelques conclusions que nous avons tirées de notre lutte, et remercier chaleureusement tous ceux qui nous ont apporté leur appui, si modeste soit-il.

Ensemble nous avons gagné, et c'est cela qui est important.

CE N'EST QU'UN DEBUT !

LE COMBAT DES TRAVAILLEURS CONTINUE !

Les grévistes de Girosteel.
Le 13-4-1972.

PENARROYA, GIROSTEEL

La C.G.T. contre deux grèves

APRES dix semaines de grève les travailleurs de Girosteel, au Bourget dans la région parisienne, sont rentrés victorieusement. Comme il y a un mois l'avaient fait ceux de Penarroya à Lyon. A Penarroya il y a eu des augmentations non négligeables des salaires et des primes, une amélioration des conditions de logement, un renforcement des mesures d'hygiène et de sécurité, etc. Quant à Girosteel les lecteurs trouveront dans l'article ci-dessus ce que les travailleurs ont obtenu et qui est aussi relativement important.

La grève de Penarroya concernait cent ouvriers. Celle de Girosteel moins d'une centaine. Ce furent toutes deux des grèves longues et dures (32 jours à Penarroya, 69 à Girosteel), concernant essentiellement des travailleurs immigrés et qui ont été animées par la CFDT et des révolutionnaires, militants des *Cahiers de Mai* chez Penarroya, de *Lutte Ouvrière* à Girosteel.

Et dans les deux cas la CGT a eu une attitude identique, en prenant violemment position contre ces grèves, en essayant de les déconsidérer et de les torpiller. A propos de Penarroya, la CGT a distribué des tracts protestant contre le fait que des « éléments gauchistes irresponsables » prétendaient « dicter de l'extérieur leur tactique et leur moyen d'action aux organisations syndicales ». Elle a prétendu que les cent grévistes ne pouvaient pas faire plier un trust qui compte 16.000 travailleurs dans le monde. Elle a écrit : *« La publicité donnée par la grande presse bourgeoise à ce conflit parmi tant d'autres, n'est-elle pas suspecte à bien des points de vue ? »*

Même chose en ce qui concerne Girosteel. Après le vote par les grévistes de l'occupation de l'usine, la CGT a répandu le bruit que cette grève dirigée par des gauchistes, « était aventuriste », que des « commandos casqués » occupaient l'usine, etc. Il ne s'agissait pas seulement de prises de position contre telle forme d'action que la CGT a parfaitement le droit de défendre, mais d'une véritable campagne de calomnies, destinée à saper tout soutien aux grévistes.

Les municipalités PCF voisines du Bourget, n'ont épargné aucune tracasserie mesquine à l'égard des grévistes. A La Courneuve, la municipalité a refusé lits de camps et couvertures pour les occupants. A Drancy et à Blanc-Mesnil, les municipalités avaient commencé par verser l'aide traditionnelle accordée à tous les grévistes de ces communes, quels qu'ils soient. Après l'évacuation par la police des ouvriers qui occupaient Girosteel, cette aide a cessé, sous prétexte que les grévistes auraient repris le travail !

Dans les derniers jours de la grève, la propagande hostile de la CGT s'est accrue : les militants cégétistes répandaient le bruit que la grève était finie, qu'il y avait de nombreux licenciés, que cela traduisait un échec « du gauchisme et de l'aventurisme ». Un tract de la CGT, à Idéal-Standard, annonçait la reprise du travail avec 34 licenciements, quelque temps avant l'issue victorieuse.

Depuis l'issue victorieuse, ni le PCF ni la CGT n'ont donné leur point de vue.

Dommage, on aimerait bien savoir ce qu'ils peuvent penser de la leçon que quelques dizaines de travailleurs viennent de leur infliger.

André VICTOR.